

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 107

MONTRÉAL, LE LUNDI 8 MAI 1995

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

## Le souvenir de la victoire

Plus de 60 chefs d'État et de gouvernement du monde entier, réunis à Londres, ont commencé samedi à marquer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la victoire alliée en Europe. Ils se déplaceront aujourd'hui à Paris et à Berlin, et demain à Moscou, pour clore ces cérémonies du souvenir.

La célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des forces alliées en Europe — le Japon capitulera en août 1945 — n'est pas seulement un événement destiné à honorer les anciens combattants, bardés de médailles. C'est aussi une occasion unique pour toutes les générations de se rappeler ce qu'a été cette guerre atroce et les destructions physiques, morales et spirituelles qu'elle infligea au monde.

La victoire, c'est aussi le triomphe, sans mépris ni arrogance, de la liberté et de la démocratie, sur le totalitarisme et la barbarie.

Que retenir de ce conflit mondial qui ébranla le monde? D'abord, qu'il laisse encore de profondes blessures difficiles à cicatriser.

De passage au Canada il y a quelques jours, le grand historien britannique John Keegan, déclarait qu'il sera sans doute possible, au prochain siècle, d'écrire une véritable histoire de la Seconde Guerre mondiale qui ne soit pas empreinte d'émotivité, de passions idéologiques et de querelles politiques qui subsistent toujours cinquante ans plus tard. Keegan a parfaitement raison. Et sa réflexion vaut même pour nous, au Québec, où certains manuels d'histoire demeurent étrangement amnésiques.

Ensuite, il faut rappeler que ce terrible conflit a été unique pour plusieurs raisons. Cette guerre a été totale. Le front était partout. Les combats se sont déroulés sur cinq continents et n'ont épargné que quelques pays.

Cette machine de guerre a broyé plus de 55 millions de personnes, transformé 70 millions de personnes en réfugiés et en déplacés et changé les rapports politiques, militaires et sociaux entre tous les États de la planète.

Puis, ce fut un combat à mort entre deux forces aux ressources gigantesques: d'un côté, un régime, incarné par Adolf Hitler, et ses alliés, convaincus que leur destin était de dominer le monde. De l'autre, une coalition hétéroclite — des démocraties mais aussi une épouvantable dictature, l'Union soviétique, un temps alliée de l'Allemagne — qui a hésité longtemps à affronter Hitler. La fin de la guerre a également révélé au monde une monstruosité innommable que l'on soupçonnait, le génocide des juifs, confirmant ainsi la nature démoniaque du régime nazi.

La lutte entre les Alliés et les forces de l'Axe a été terrible et, comme le rappelle l'historien français Paul-Marie de la Gorce, dans son ouvrage intitulé 39-45 Une guerre inconnue, jusqu'en 1942 rien n'était joué pour les forces alliées en Europe.

Ce fut un grand moment d'angoisse, une période sombre où les démocraties ont vacillé. Mais l'extraordinaire puissance économique et militaire américaine et le courage exceptionnel de millions de soldats soviétiques viendront à bout des pays de l'Axe.

Pourtant, si les Alliés ont payé chèrement la victoire, les peuples allemand et japonais ont aussi été durement touchés pendant ce conflit. Des bombardements, parfois discutables, ont rasé des villes entières et, au lendemain de la victoire, quelque 12 millions d'Allemands implantés en Europe centrale, certains depuis des siècles, ont été expulsés dans des conditions épouvantables.

Il y a quelques années, le président tchèque Vaclav Havel, s'était excusé pour ce «nettoyage ethnique», au grand mécontentement de son peuple. Les chefs d'État réunis à Londres en fin de semaine ont fait référence à ces souffrances et à la nécessité de ne pas les oublier. C'est là aussi le prix de la réconciliation avec nos ex-ennemis.

Cette guerre a-t-elle coûté au Canada? Oui et non. Oui, car ce pays de onze millions d'habitants a mobilisé presque un million de soldats et, proportionnellement, cinq fois plus de ressources alimentaires, industrielles et militaires au service de la cause alliée que les États-Unis.

Non, car protégé par deux océans et une grande puissance, son territoire est resté intact et sa population à l'abri des bombardements. Ce n'est pas rien. Le bilan des pertes a été somme toute assez mince (42 000) au point que le ministre de la Défense signait lui-même les petits cartons annonçant la mauvaise nouvelle aux être chers. Voilà un luxe que ses homologues russe, allemand, chinois et japonais n'ont jamais pu prendre.

Un jour, les célébrations de la victoire n'auront plus la même ampleur. On finira par oublier les événements de cette tragique guerre, car le temps qui passe aura emporté ceux qui incarnent cette tragédie, ces anciens combattants et ces survivants du génocide juif, véritables mémoires vivantes qu'aucun livre de pourra jamais remplacer.

D'ici là, il vaut la peine de se souvenir, pendant quelques jours sinon quelques heures, de ce que la victoire représente pour nous tous.

INDEX

- Agenda .....B6
- Avis publics .....B4
- Classées .....B5
- Culture .....B8
- Économie .....B2
- Éditorial .....A6
- Le monde .....A5
- Mots croisés .....B4
- Les sports .....B5

MÉTÉO

Montréal  
Ciel variable. Plus de soleil en mi-journée.  
Max: 15

Québec  
Éclaircies le matin.  
Ciel variable par la suite. Max: 13

Détails en B 5

L'ENTREVUE

Marie Chouinard,  
danseuse spiritualiste

PAGE B 1



ACTUALITÉS

Un nouveau cégep dans  
l'Assomption coûterait cher

PAGE A 2



ACTUALITÉS

Une semaine-clé  
pour Parizeau

PAGE A 3

## Faible majorité pour Chirac

Avec 52,7 % des voix, il promet d'être le président de tous les Français

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Après deux tentatives malheureuses, après avoir été donné perdant pendant des mois et passé deux ans à ratisser la France, le gaulliste Jacques Chirac, 62 ans, est devenu hier le 5<sup>e</sup> président de la V<sup>e</sup> république. Arraché par une majorité de 52,7 %, contre 47,3 % pour le socialiste Lionel Jospin, l'élection du maire de Paris met fin à deux septennats socialistes sous la présidence de François Mitterrand.

Jacques Chirac est le premier gaulliste à retrouver le chemin de l'Élysée depuis 21 ans. Sa performance est qualifiée à Paris de moyenne puisqu'elle est inférieure aux 54 % obtenus par François Mitterrand en 1988, mais supérieure aux 51,8 % de 1981. Il n'est pas rare en France que l'élection présidentielle se joue à 1 ou 2 % près.

Devant un millier de partisans réunis dans la salle des fêtes de la mairie de Paris et quelques milliers d'autres à

l'extérieur, Jacques Chirac a indiqué qu'il serait «le président de tous les Français (...) Comme vous, je veux un État vigoureux, impartial, exigeant pour lui-même et soucieux de la bonne utilisation des deniers publics. Un État qui n'isole pas ceux qui gouvernent de ceux qui les ont choisis».

C'est une présidence identifiée à la lutte contre le chômage et l'exclusion que viennent de se donner les Français. «Notre bataille principale a un nom: la lutte contre le chômage», a dit Jacques Chirac. Les remèdes classiques ont fait long feu. Il faut une nouvelle approche, de nouvelles méthodes. Il faut avant de prendre quelque dé-

VOIR PAGE A 8: CHIRAC

VOIR AUSSI EN PAGE A 5

- Chirac dans le costume de Charles de Gaulle
- Qui sont les hommes du nouveau président?
- Une plus grande sensibilité au Québec



Jacques Chirac dans l'isolement.

PHOTO AP

## Il y a 50 ans, jour pour jour



PHOTO JACQUES GRENIER

Environ 700 anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale ont participé hier à un défilé, au centre-ville de Montréal, pour commémorer la fin des combats en Europe, il y a cinquante ans, jour pour jour. Les vétérans ont marché du cénotaphe de la Place du Canada au campus de l'université McGill. Certains ont fait le parcours dans des jeeps militaires, des camions et d'autres véhicules d'époque.

## Montréal aussi se souvient

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Des milliers de personnes, dont environ 700 anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale, ont participé hier à une cérémonie du souvenir et à un défilé, au centre-ville de Montréal, pour commémorer le cinquantième, jour pour jour, de la capitulation allemande en Europe.

L'événement a également attiré plusieurs dignitaires, dont Martial Asselin, lieutenant-gou-

verneur du Québec, le maire Pierre Bourque, la ministre québécoise des Affaires intergouvernementales, Louise Beaudoin (qui remplaçait M. Parizeau), et le major général Armand Roy.

Cette commémoration constituait le point culminant des activités du programme intitulé «Le Canada se souvient», organisé pendant

VOIR PAGE A 8: MONTRÉAL

- Autres informations en page A 5



LA VICTOIRE

## Impasse financière à Montréal

### Chevrette contredit Bourque

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Le ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette, reconnaît qu'il y a impasse financière à Montréal pour 1995, mais nie que le déficit prévu atteigne 300 millions \$.

«Moi, je suis obligé de prendre la parole de M. Forcillo [vice-président du comité exécutif] qui me dit qu'ils ont réussi à faire en sorte que les difficultés de 1995, c'est en voie de correction, a déclaré hier en fin d'après-midi au Devoir le ministre Chevrette. D'autre part, je maintiens que l'on doit continuer nos rencontres statutaires et même, au besoin, accélérer le travail sur certains dossiers. Il est évident qu'à cause des crises budgétaires que l'on a connues, et la situation financière que je connais, on se doit d'essayer de rectifier à court, moyen et long terme la situation montréalaise.»

Le ministre a d'ailleurs réitéré son offre d'un soutien technique au maire Bourque pour trouver des solutions au problème financier. «On a des spécialistes en finances municipales de haut calibre à mon ministère. Au besoin, ce seront des sous-ministres qui iront conseiller la Ville si elle en a besoin. Je n'imposerai pas mon personnel. Je dis que je suis disponible pour soutenir techniquement et par des conseils judicieux certains réalignements», indique Guy Chevrette.

Le ministre a fait une mise au point par voie de communiqué après que Le Devoir eut rendu compte samedi, s'appuyant sur des sources sûres au sein du gouvernement, de l'impasse budgétaire dans laquelle est coincée la métropole pour 1995. Ce problème demeure toutefois théorique puisque la Ville pourrait redresser la situation, d'ici la fin de l'année, à force de rationalisation. Cette voie



Guy Chevrette

VOIR PAGE A 8: BOURQUE

## Les brigadiers scolaires marchent le front haut

Les automobilistes ne font pas attention; les enfants, eux, se comportent... comme des enfants

SYLVAIN BLANCHARD  
LE DEVOIR

Jean est brigadier scolaire à Montréal. Depuis 7 ans. La semaine dernière, il s'est fait engueuler par un p'tit gars de 12 ans à qui il avait eu le culot d'enlever la casquette. Une casquette des Bulls de Chicago par-dessus le marché.

Frédéric frappait à qui mieux mieux sur la tête d'un de ses camarades de classe et Jean lui demandait d'arrêter. Le petit ne voulait rien entendre.

«Je n'ai pas le droit de toucher aux enfants, c'est écrit dans mon contrat. L'autre saignait, j'ai bien que je fasse quelque chose. J'ai pris la casquette de Frédéric et l'ai lancée dans l'arbuste, juste là. Le jeune voulait me tuer.»

Quand Frédéric est rentré chez lui, il a expliqué à son père que Jean lui avait donné une volée et qu'il était

responsable des ecchymoses qu'il avait sur les mains.

«Le lendemain, son père est venu me parler dans le nez.»

Certains jours sont meilleurs que d'autres pour les brigadiers scolaires.

Fin avril par exemple, Maurice a reçu 2 roses — «une blanche et une rouge» — d'une jeune femme enceinte qui, deux semaines plus tôt, s'appretait tête basse et le pas pressé à traverser une rue alors qu'un camion reculait en sa direction.

Maurice croit avoir sauvé «une couple de vie» depuis qu'il exerce ce métier; Jean, «une bonne dizaine».

Les deux sont donc inquiets par les temps qui courent. Inquiets parce que la présidente de la Communauté urbaine de Montréal, Vera Danyluk, veut supprimer 49 traverses d'éco-



PHOTO JACQUES NADEAU

Beau temps mauvais temps, le même satané problème: le manque de respect des automobilistes pour les piétons.

VOIR PAGE A 8: BRIGADIERS

## • LES ACTUALITÉS •

# Un nouveau cégep dans le comté de Parizeau coûterait cher

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

La création d'un nouveau cégep à L'Assomption sera ruineuse pour la région de Lanaudière et pourrait mettre en péril la santé des programmes techniques et de plusieurs emplois d'enseignants et d'employés de soutien au cégep de Joliette-Lanaudière.

Telle est du moins la position qu'a défendue hier la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et la Fédération des employés des services publics (FEESP-CSN) qui tiennent à ce que le premier ministre Jacques Parizeau y pense deux fois plutôt qu'une avant de donner son feu vert à la création d'un nouveau cégep à L'Assomption.

L'ancien collège privé vient d'annoncer la mise en vente de ses actifs et le ministère de l'Éducation étudie la possibilité d'en faire un cégep public. Or, les employés et les professeurs soutiennent plutôt la proposition faite par le cégep de Joliette-Lanaudière de faire de l'ancien collège un campus-satellite de 1000 places du cégep existant.

Cette proposition doit être présentée aujourd'hui même au premier ministre Parizeau par la direction du cégep. Ce dernier avait promis en campagne électorale de créer un campus dans

son comté, mais la décision récente de créer un cégep dans l'ouest de l'île, plutôt qu'un simple campus, inquiète la direction et les employés du cégep de Joliette-Lanaudière.

«On veut surtout s'assurer que la décision du cégep de l'ouest de l'île ne se reproduise pas dans notre région», a dit hier Marc Laviolette, vice-président de la CSN, qui juge cette solution indéfendable sur le plan des finances publiques.

## Dédoubler plusieurs programmes

Le cégep de Joliette-Lanaudière propose plutôt de créer un campus de 1000 places à L'Assomption et un deuxième campus d'environ 1300 places dans la MRC des Moulins pour répondre aux besoins des étudiants du sud de la région de Lanaudière. Une solution qui coûterait un million de moins que la création d'un nouveau cégep, selon M. Laviolette.

En plus d'être moins onéreuse, cette solution aurait l'avantage de ne pas menacer les emplois des professeurs et des employés du cégep de Joliette. Un nouveau cégep viendrait non seulement dédoubler plusieurs programmes déjà offerts à Joliette, mais il risquerait de faire perdre quelque 600 élèves et environ 70 postes d'enseignants du cégep de Joliette-Lanaudière.

«Avec 40 % de ses programmes dans le secteur

technique, c'est le cégep de Joliette-Lanaudière qui possède déjà l'expertise, en plus d'avoir construit récemment un troisième étage pour accroître sa capacité de 500 places. La proposition du cégep de Joliette-Lanaudière est rationnelle, en plus de répondre à la promesse faite par M. Parizeau», a défendu hier le vice-président de la CSN.

Le Collège de L'Assomption compte pour sa part seulement 20 % de programmes techniques. Selon le Regroupement des collèges publics de Laval-Laurentides-Lanaudière, le collège de L'Assomption, avec ses 1000 élèves, ne répond pas aux critères exigés du ministère pour devenir un cégep à part entière. L'ancien collège privé propose toutefois d'y parvenir en ouvrant un deuxième campus d'environ 2000 places à Terrebonne.

L'ouverture d'un nouveau cégep apparaît d'autant plus aberrante aux gens du cégep de Joliette-Lanaudière que ce dernier devrait être entièrement financé à même l'enveloppe allouée aux autres cégeps de la région. «Nous espérons que M. Parizeau fera siens les propos du ministre Guy Chevrette qui (...) a affirmé que nous n'avons plus le droit de créer des concurrences coûteuses au niveau d'une même région, encore moins au niveau d'un même secteur», a insisté la FNEEQ, qui exige que des études soient faites par Québec avant de décider quoi que ce soit.



PHOTO ARCHIVES

Louise Harel

## Projet de loi 190

# Les patrons exagèrent, dit la FTQ

LE DEVOIR

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) estime que les associations patronales mènent un combat d'arrière-garde en maintenant une opposition farouche à une contribution de 1 % à la formation de la main-d'œuvre.

Le président de la FTQ, Henri Massé, a soutenu hier que les patrons d'entreprise ne feraient «pleurer personne» en dénonçant le projet de loi 190, déposé jeudi à l'Assemblée nationale par la ministre de l'Emploi, Louise Harel.

«A peine 2,5 % des entreprises ont eu recours aux crédits d'impôts à des fins de formation depuis la mise en place de ce programme sous les libéraux. Les mesures incitatives n'ont rien donné, il fallait légiférer», défend le président de la FTQ.

La loi obligera d'ici 1998 toutes les entreprises québécoises dont la masse salariale dépasse le quart de million de dollars à verser 1 % de ce montant à la formation de leur main-d'œuvre. Selon les associations patronales, cette «taxe» entraînera des coûts indus, sans fournir la garantie qu'il y aura plus de formation au Québec.

Selon M. Massé, la loi est déjà très souple puisqu'elle épargne la grande majorité des entreprises et les associations patronales devraient s'en réjouir plutôt que de battre en brèche le projet de loi. Dans trois ans, seulement une entreprise sur trois sera touchée par cette contribution, a insisté le président de la FTQ.

Contrairement à la France, les entreprises québécoises ne consacrent que 0,6 % de leur masse salariale à la formation, comparativement à 2 % pour les entreprises de l'Hexagone. Même lors du Rendez-vous économique du secteur privé, organisé par le Conseil du patronat en 1993, il était recommandé que les entreprises investissent au moins 1 % de leur masse salariale à cette fin. «Le patronat doit maintenant ajuster sa pratique avec ses beaux discours. Il doit financer la formation de la main-d'œuvre afin que le Québec atteigne le niveau d'excellence requis pour prendre sa place dans l'économie mondiale», a fait valoir la FTQ par voie de communiqué hier.

## Gestion des déchets

# Les écologistes craignent d'être oubliés

LOUIS-GILES  
FRANCOEUR  
LE DEVOIR

Décidés à ne pas «se faire passer un débat sur l'énergie», quelques-uns des principaux groupes environnementaux du Québec ont réclamé hier du ministre de l'Environnement et de la Faune (MEF) le déclenchement «immédiat» d'une audience générale sur la gestion des déchets sous l'autorité de commissaires «indépendants» au sein d'une commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Cinq groupes ont en effet publié hier leurs exigences communes sur les modalités de ce débat promis par le gouvernement aux dernières élections. Quatre de ces groupes ont boycotté, la semaine dernière, la séance de travail «secrète» organisée par le MEF pour tester les réactions du milieu à ses esquisses de solution.

Il s'agit du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), du Regroupement régional des conseils régionaux en environnement, de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQC) et de la coalition montréalaise Action Rebut.

S'est ajouté en fin de semaine le groupe Environnement Jeunesse (Enjeu).

Tous ces groupes ont participé en fin de semaine à Montréal au Sommet sur la gestion des déchets, qui a réuni plus d'une centaine de Québécois et des invités de différents pays.

Les groupes demandent que l'audience générale comprenne une étape d'information au cours de laquelle la commission fera le bilan de la situation actuelle en utilisant, au besoin, son «pouvoir d'enquête», d'où «l'indépendance» impérative

des commissaires, qui ne devraient être associés à aucune philosophie ou intérêts précis.

De son côté, le ministre Brassard, ajoutent les groupes, doit reporter toute décision susceptible d'être débattue durant l'audience, comme autoriser des agrandissements de sites.

Les groupes estiment par ailleurs que cette audience doit redéfinir l'encadrement juridique, social, politique et économique qui sera nécessaire pour généraliser au Québec la gestion écologique des déchets.

## Une stratégie provinciale

La commission, disent-ils, doit évaluer la valeur environnementale, sociale et économique des scénarios et techniques de traitements des déchets, proposer une stratégie provinciale et des règlements compatibles avec une gestion régionalisée et la naissance d'entreprises communautaires, privées et publiques œuvrant dans ce sens.

Les groupes ont par ailleurs décidé de ne pas attendre le début de l'audience pour passer à l'action et faire la promotion de leurs solutions.

Ils vont ainsi publier quatre guides présentant à autant de clientèles des réalisations illustrant les possibilités des «3R», soit la réduction, la réutilisation et le recyclage-compostage des déchets. Une partie de ce matériel est destiné aux entreprises, qui verront comment d'autres ailleurs ont réduits coûts et déchets en faisant preuve d'audace et d'imagination.

Le front commun, de son côté, entend stimuler la naissance d'un réseau de «ressourceries» communautaires, allant du compostage de déchets de soupes populaires jusqu'à la création de centres de réparation d'appareils ménagers, en faisant profiter les organismes intéressés de l'expérience et l'expertise acquises par d'autres.



PHOTO PC

L'incendie de la demeure d'Ernst Zundel serait d'origine criminelle.

## Éditeur néo-nazi

# La maison d'Ernst Zundel détruite par les flammes

Toronto (PC) — Ernst Zundel, un éditeur néo-nazi qui soutient que l'Holocauste est une supercherie, a fait savoir que l'incendie qui a lourdement endommagé sa demeure du centre-ville de Toronto ne l'empêchera pas de poursuivre ses activités.

«Si quelqu'un a eu l'idée, par mauvais goût, que je sois brûlé à l'occasion du Jour de la Victoire, attendez de voir», a déclaré hier M. Zundel à Vancouver, où il se trouvait dans le cadre d'une tournée de conférences.

La police croit qu'un incendiaire a mis le feu à la maison de trois étages de M. Zundel, hier matin, en y répandant de l'essence ou un autre produit inflammable sur la porte d'entrée.

Jerry Neumann, un ami qui avait la garde de la maison en l'absence de M. Zundel, a été réveillé par les cris d'un passant, vers 5h. Il s'est échappé de la demeure alors que celle-ci était la proie des flammes.

Le feu s'est répandu jusqu'à une maison voisine. Les occupants de celle-ci ont tout perdu. Trois caméras de surveillance étaient installées sur le toit de

la maison de M. Zundel. Avant de s'enfuir, M. Neumann a pu s'emparer de la bande enregistrée au moyen de ce système.

«Les caméras ont saisi une image, rien de précis», a indiqué le sergent Mike Martin, de la police de Toronto.

Les enquêteurs ont également fait savoir qu'ils possédaient la description d'une personne aperçue en train de quitter les lieux.

M. Zundel a indiqué que des groupes d'opposants au racisme avaient placardé diverses affiches montrant sa photo et révélant son adresse, tout en parlant d'incendies.

Pour sa part, M. Neumann a dit n'avoir reçu aucune menace précise avant que n'éclate l'incendie, ajoutant toutefois: «On nous menace depuis 10 ans.»

En 1984, une bombe avait endommagé la porte du garage de M. Zundel.

Au fil des ans, des personnes opposées au racisme ont également lancé des œufs, des ordures et même du poisson avarié sur la façade de la maison de l'éditeur.

## EN BREF

### MINCES ESPOIRS POUR LA MINE SELEINE

Grosse-Ile (PC) — Les espoirs de sauver la Mine Seleine, aux Îles-de-la-Madeleine, sont devenus extrêmement minces. La mine, qui emploie 180 travailleurs, est plus que jamais menacée d'un effacement total. L'objectif est de condamner les puits de production avec du sable pour neutraliser l'infiltration d'eau. Mais il faut d'abord s'assurer de la stabilité du terrain. On craint qu'il y ait des cavités souterraines susceptibles de provoquer d'autres effondrements.

### MANIF POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX

(PC) — Environ 500 assistés sociaux sont attendus ce matin à une manifestation visant à assurer la survie des programmes sociaux. Elle sera tenue devant les bureaux montréalais de la ministre de l'Emploi, Louise Harel. La Coalition craint que des mesures ne soient prises pour obliger les sans-emploi à accepter des emplois non rémunérés et sans normes minimales de travail.

### TEXAS: 16 MORTS

Dallas (Reuter) — Le bilan de la tempête de grêle qui a dévasté le nord du Texas et a inondé Dallas vendredi s'est alourdi hier à 16 morts. Quatre personnes sont encore portées disparues, ont déclaré les autorités. Les grêlons, qui à certains endroits étaient gros comme des pamplemousses, ont fait plus de 100 blessés. Les vents avaient soufflé à 110 km/h et le courant et le téléphone ont été coupés lorsque la tempête a frappé le nord du Texas. L'estimation du coût des dégâts dépasse maintenant les 400 millions \$ US.

### CHALUTIERS INACCESSIBLES

Saint-Jean, T.-N (PC) — La trentaine d'observateurs envoyés par l'Union européenne au large des Grands bancs de Terre-Neuve a de la difficulté à atteindre les chalutiers espagnols et portugais. A bord de deux vaisseaux de patrouille, ils doivent utiliser des chaloupes gonflables pour rejoindre les bateaux de pêche, mais la mer démontée rend l'opération impossible pour l'instant. Les observateurs ont pour mission de vérifier les pratiques de pêche et le respect des quotas. Ils doivent aussi s'assurer que l'équipement utilisé est conforme aux normes internationales.

### L'AUTOROUTE 40 EST FERMÉE

Cap-Santé (PC) — L'autoroute 40 est fermée à toute circulation, en direction est, à la hauteur de Cap-Santé, dans la région de Portneuf. Un camion transportant des produits corrosifs et inflammables a fait une embardée et s'est renversé sur la chaussée. Toutefois, aucune fuite n'a été décelée. Le conducteur du véhicule a subi des blessures, dont on ne connaît pas la gravité.

### SYNAGOGUE ROUVERTE

Berlin (AFP) — La grande synagogue de Berlin, ravagée par un bombardement allié en 1943 et tombée dans l'oubli après la guerre, a été rouverte au public hier comme centre culturel juif, à la veille du 50e anniversaire de la défaite nazie.

Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président de la République Roman Herzog ont assisté à la cérémonie, en présence de plusieurs centaines de Juifs, anciens résidents de Berlin revenus pour la circonstance dans la capitale allemande.

La cérémonie a pris une tournure particulière après l'incendie de la synagogue de Lübeck dans la nuit de samedi à dimanche, presque 50 ans jour pour jour après la capitulation nazie. La synagogue de la rue Oranienburg, autrefois la plus grande d'Allemagne, ne retrouvera pas ses fonctions de lieu de prières, faute d'une communauté juive suffisamment nombreuse à Berlin. Elle servira désormais de «Centrum Judicum», un centre de recherches sur l'histoire des Juifs à Berlin et un lieu de rencontre entre Juifs et non Juifs. Seule une partie du bâtiment a été reconstruite, pour 50 millions de dollars.

### EN SCIANT LES BARREAUX

Zurich (AFP) — Trois détenus, deux Libanais et un Albanais, se sont évadés de la prison d'Andelfingen dans la nuit de samedi à dimanche, a indiqué hier la police zurichoise. Après avoir scié les barreaux de leur fenêtre, les trois prisonniers se sont encordés pour descendre. Les trois hommes se trouvaient en détention préventive, l'un des Libanais pour lésions corporelles, le second Libanais et l'Albanais pour trafic de drogue. Depuis le début de l'année, les prisons zurichoises ont connu six évasions.

## Nissan Pathfinder 95

à 399,00\* \$  
par mois

### Modèle XE incluant:

- moteur V6 de 3 litres
- boîte automatique 4 vitesses
- ensemble sport
- groupe d'équipements électriques
- freins ABS arrière
- différentiel auto-bloquant
- climatiseur
- radio-cassettes
- volant inclinable
- prog. de vitesse
- jantes chromées
- et bien d'autres

CHEZ DUMOULIN, ÇA FAIT 25 ANS  
QU'ON EN FAIT UN PEU PLUS

**DUMOULIN**

8115 boul. Lévesque est  
à 10 minutes à l'est du pont Pie-IX

665-7459

326-0033 (Mtl)



Pathfinder 4x4 le vrai de vrai

Informez-vous de notre service V.I.P. auprès de nos représentants.

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères

\* Base sur un plan d'utilisation Nissan 36 mois. Les taxes sont en sus: 72 000 km alloués; 7¢ du km excédentaire. Mise au comptant totale de 4409,00 \$ incluant transport, préparation, un premier versement de 454,00 \$ et un dépôt de sécurité de 475,00 \$. Sujet à l'approbation du crédit par Nissan Canada. # stock: 95-007 95-008 95-080 95-081

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

LE CENTRE  
  
 À MONTRÉAL  
**AUTO STRASSE**  
 5905 AUTOROUTE TRANS-CANADIENNE, ST-LAURENT 748-6961

## Une semaine clé pour Parizeau

Présentation du budget, études sur les sièges sociaux, offres financières aux Nordiques...

PRESSE CANADIENNE

Québec — Demain, le jour même où le premier ministre Jacques Parizeau rencontre le champion canadien de la lutte contre le déficit, son homologue de l'Alberta Ralph Klein, le ministre des Finances Jean Campeau présente aux Québécois le premier budget du Parti québécois depuis sa victoire électorale de septembre 1994.

Mais cette coïncidence n'est que fortuite puisque la présidente du Conseil du trésor Pauline Marois a déjà fait savoir que Québec ne se fera pas l'émule d'Edmonton et que les dépenses de l'État seraient fixées au niveau de l'an dernier, contrairement au mouvement dans plusieurs autres provinces canadiennes, où les gouvernements resserrent leurs dépenses et réduisent leur déficit.

Au bureau du premier ministre, on rappelait en fin de semaine que le tête-à-tête Parizeau-Klein revenait en quelque sorte à une première prise de contact entre les deux hommes et qu'il n'était de surcroît pas question pour M. Parizeau de sonder le populaire premier ministre albertain sur la stratégie d'ouverture des souverainistes à l'endroit du Canada anglais.

Ce n'est pas l'objet de la rencontre, non, répond Marie-Josée Gagnon, porte-parole de M. Parizeau. Il faudrait s'attendre à ce que MM. Parizeau et Klein se parlent franchement même s'ils ne se rencontrent qu'une demi-heure», ajoute-t-elle en évoquant la possibilité d'une conférence de presse conjointe des deux hommes.

D'ailleurs, cette deuxième rencontre du premier ministre souverainiste avec un vis-à-vis provincial prend une valeur toute relative quand on la situe dans le contexte de cette journée chargée au plan politique, au cours de laquelle le ministre délégué à la Restructuration, Richard Le Hir, doit publier l'intégralité de l'étude d'impact de la souveraineté sur la délocalisation de sièges sociaux, qui a fait l'objet d'une fuite, la semaine dernière, dans les médias. Ce n'est pas tout. En ces débuts de séries éliminatoires au hockey, M. Parizeau présentera également sa dernière offre de soutien financier aux propriétaires des Nordiques de Québec, qui menacent de vendre le club à des intérêts américains. Mais la pièce de résistance de ce mardi 9 mai — peut-être la journée la plus importante du gouvernement du PQ depuis son élection — reste bien sûr le budget du ministre Campeau. Si le premier ministre Klein est disposé de prodiguer ses conseils au PQ sur la manière de réduire le rôle de l'État, cet ancien journaliste de la télévision albertaine pourra assister sur place à la première offensive bud-

gétaire de Québec contre le gouvernement fédéral.

Le ministre québécois des Finances est en effet fort mécontent du dernier budget du ministre fédéral Paul Martin. «Ils me cherchent», avait-il laissé échapper en prenant connaissance des réductions importantes à venir dans les paiements de péréquation, ces centaines de millions de dollars que le gouvernement fédéral retourne aux provinces.

En fait, les hostilités sont déjà déclenchées. La semaine dernière, la ministre de l'Emploi, Louise Harel, a convenu que Québec encaisserait une légère perte par l'implantation de son programme de formation de la main-d'œuvre en entreprise mais que le gouvernement fédéral assumerait la plus importante facture sous forme de dégrèvements d'impôts.

### À la loupe

«On s'attend à ce que ces dépenses soient reconnues par le fédéral. Imaginez l'odieuse si le gouvernement fédéral reconnaissait comme déductibles les dépenses pour la machinerie et pas sur la formation des travailleurs», disait Mme Harel, visiblement ravie de son bon coup.

Au plan des orientations budgétaires, plutôt que de fermer des hôpitaux et de mettre des centaines de fonctionnaires au chômage, le gouvernement du Québec préfère fixer ses dépenses au même niveau que l'an dernier, soit 36,3 milliards \$, plus 6,2 milliards \$ pour le service de la dette.

Pour bien des observateurs, ces balises devraient cantonner l'action du ministre Campeau et limiter sa marge de manœuvre pour s'attaquer au déficit et respecter son engagement électoral de ne pas augmenter les impôts, tout en évitant une décade sur les marchés internationaux. Le critique libéral Jacques Chagnon reste convaincu pour sa part que le ministre ne pourra pas respecter l'engagement électoral d'éliminer le déficit en deux ans.

D'ailleurs, à Wall Street, les Bill Streeter de Moody's ou les Philip Bates de Standard and Poors examineront à la loupe ce premier budget du Parti québécois, qui servira d'étalon pour ajuster, au besoin, la cote de crédit de Québec et d'Hydro-Québec, de la même manière qu'on l'a fait, il y a quelque temps, pour la décade du gouvernement du Canada sur les marchés new-yorkais. Pour le contribuable, la seule question qui l'intéresse vraiment, c'est de savoir si le gouvernement Parizeau respectera sa promesse de ne pas augmenter taxes et impôts en cette période préférentielle. Pour les entreprises, la menace de nouvelles ponctions et d'un alourdissement de leurs charges sociales pèse lourd.



PHOTO JACQUES GRENIER

Après avoir fait l'éloge de Pierre Ayot à la galerie Graff où un grand nombre de sympathisants s'étaient réunis, Robert Wolfe, grand ami du défunt artiste a tenu à reconforter la compagne de ce dernier, Madeleine Forcier.

En la mémoire de l'artiste graveur et du professeur d'art

## Création d'un prix annuel Pierre Ayot

LE DEVOIR

L'équipe de la galerie Graff a annoncé hier la création d'un prix annuel Pierre Ayot, en mémoire de cet artiste graveur et professeur d'art, qui a lancé ce collectif culturel, il y a près de 30 ans.

Ce prix, auquel les amis de l'artiste et le public ont été invités à contribuer, sera remis chaque année à un artiste œuvrant dans le domaine de la gravure et de l'estampe. Plusieurs centaines de personnes s'étaient donné rendez-vous hier après-midi à la galerie Graff, sur la rue Rachel à Montréal, pour partager les sentiments que leur inspirait la mort de Pierre Ayot, décédé la semaine dernière dans un accident de la route.

Les artisans du Graff avaient réuni hier différentes œuvres de l'artiste mathalois et des souvenirs personnels, dont plusieurs dizaines de photos, à la galerie de la rue Rachel. Cette commémoration de la mémoire de l'artiste et professeur d'art avait pris la forme d'une «rencontre de l'amitié», selon le mot de Raymond Montpetit, professeur en muséologie de l'UQAM. Cette mini-ré-

trospective a été montée en deux jours par l'équipe du Graff et des amis.

Plusieurs personnalités ont pris la parole pour souligner à leur façon la place et l'importance de cet artiste, reconnu pour son non-conformisme, sa créativité et son côté bon vivant.

La directrice du *Devoir*, Lise Bissonnette, lui a rendu un hommage ému, dont les lecteurs pourront prendre connaissance dans sa chronique d'aujourd'hui.

Robert Wolfe, artiste et ami personnel de Pierre Ayot, a rappelé la contribution de ce dernier à la fondation de l'Atelier libre, en 1966, puis du centre de conception graphique Graff, dans l'exposition controversée Corridor, etc. Rose-Marie Arbour, professeure en histoire de l'art à l'UQAM, a pour sa part souligné la polyvalence de cet artiste, qui avait aussi un talent d'organisation remarquable, et qui a «témoigné de l'imaginaire» québécois, autant par ses œuvres généralement assimilées au style pop art que par la trajectoire du collectif qu'il animait avec sa compagne Madeleine Forcier.

Après le recours collectif des riverains du Témiscamingue

## Barrage juridique contre les mini-centrales?

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
 LE DEVOIR

L'autorisation de procéder à un recours collectif contre le gouvernement fédéral, que viennent d'obtenir les riverains du lac Témiscamingue, ouvre la porte à des poursuites similaires contre les promoteurs de petits barrages hydro-électriques au Québec, de la part non seulement des riverains mais de l'ensemble des usagers des cours d'eau ainsi privés de leur jouissance paisible.

C'est ce qu'a déclaré ce week-end au *Devoir* le directeur du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE), Me Michel Bélanger, un des trois avocats au dossier pour le compte des riverains du lac Témiscamingue.

Me Bélanger a d'ailleurs passé la semaine à examiner la possibilité d'opposer un barrage juridique, y compris la possibilité d'un recours collectif des usagers, à la mini-centrale de la société Hydraska sur la rivière du Nord, à la hauteur de Mont-Rolland. Citoyens, randonneurs, canotiers, pêcheurs et édiles municipaux sont furieux de voir arriver ce projet de mini-centrale privée dans leur rivière sans la moindre évaluation publique de ses impacts.

La réglementation québécoise dresse une liste limitée des projets qui doivent obligatoirement faire l'objet d'une évaluation publique. Cette réglementation a obéi jusqu'ici à une logique d'ingénierie plutôt qu'à une logique environnementale, laquelle lui permettrait d'assujettir tous les projets dont les impacts sont sérieux ou qui suscitent un débat public, comme dans la réglementation fédérale.

Me Bélanger a expliqué hier que de nouveaux articles du code civil élargissent à tous les utilisateurs de cours d'eau la possibilité de dédommagements lorsque des intérêts privés, même dûment autorisés par Québec, leur en font perdre la jouis-

sance. L'immunité que revendiquent de grandes sociétés d'État comme Hydro-Québec ou les municipalités pour faire primer leurs droits sur certains cours d'eau n'existe pas, selon le procureur environnemental, dans le cas des propriétaires de petits barrages. Les citoyens, ajoute Me Bélanger, peuvent même faire démolir des ouvrages qui empièteraient indûment sur les droits collectifs, comme dans le cas du barrage de Mont-Rolland.

Même l'immunité de la Couronne fédérale n'a pas pesé lourd dans la demande de recours collectif des riverains du lac Témiscamingue, à qui le juge Paul Vézina, de la Cour supérieure, vient d'accorder le droit de poursuivre Ottawa pour dommages chroniques à leurs biens et à leur jouissance du lac.

Le barrage fédéral existe depuis 1912 et sert autant à la production hydro-électrique qu'à la régularisation de l'Outaouais. Une érosion féroce, causée par le jeu des niveaux au gré des besoins des utilisateurs en aval, a grugé les propriétés et les résidences du lac situé en amont. Un mur anti-érosion construit en 1954 se retrouve aujourd'hui à près d'un mille dans le lac!

C'est un avocat de l'endroit, Me Marc Ouimette, qui a agi comme requérant dans ce dossier et qui représentera les riverains. Ottawa, qui ne niait pas les dommages causés par son ouvrage et sa mauvaise gestion, a plaidé son immunité de la Couronne. La règle, dit le magistrat, c'est que le gouvernement peut prendre des décisions «politiques» pour construire des ouvrages mais il n'est pas farfelu de prétendre, comme les riverains, qu'il doit par la suite gérer l'ouvrage en respectant les droits de tous ou dédommager ceux qu'il maltraite. Le magistrat conclut qu'il y a apparence de droit pour les citoyens qui veulent obtenir une meilleure gestion du cours d'eau, le contrôle des séquelles du marnage et un dédommagement pour les torts subis.

## Pas de moulin à vent pour Ottawa

Ottawa (PC) — De peur de s'attirer les foudres de la population, la Commission de la capitale nationale a rejeté un projet de construction d'un moulin à vent sur un terrain fédéral à Ottawa, cadeau de Canadiens d'origine hollandaise.

Le président de la commission, Marcel Beaudry, a indiqué en fin de semaine que même si l'organisme a étudié une quinzaine de sites possibles, on craint que le moulin à vent, d'une hauteur projetée de 10 étages, ne fasse ombre au voisinage.

Des Canadiens d'origine néer-

landaise veulent construire le moulin à vent, au coût de 3 millions \$, pour l'offrir au Canada en guise de reconnaissance pour son rôle dans la libération des Pays-Bas de la botte nazie, en 1945.

M. Beaudry a indiqué que la commission a eu peur de soulever l'ire de résidents, comme l'avait fait il y a une dizaine d'années le projet de construction d'une nouvelle ambassade américaine sur des espaces verts de la capitale.

«Nous ne voulions pas provoquer une situation où les gens auraient dit: on ne veut pas de ce cadeau.»

# Effrontée.



Saab 900 S

399\$/mois\*  
 (36 mois)

Parmi les voitures de sa catégorie, le prix de la Saab 900 S — à partir de 27 499\$ — bafoue les convenances. Évidemment, elle est

équipée d'un moteur 2,3 litres à 16 soupapes, d'une boîte manuelle 5 vitesses, de zones de déformation à l'avant et à l'arrière, d'une cage de sécurité renforcée, de freins ABS aux quatre roues et de deux sacs gonflables. Ne vous attendez pas à moins de la part d'une Saab.



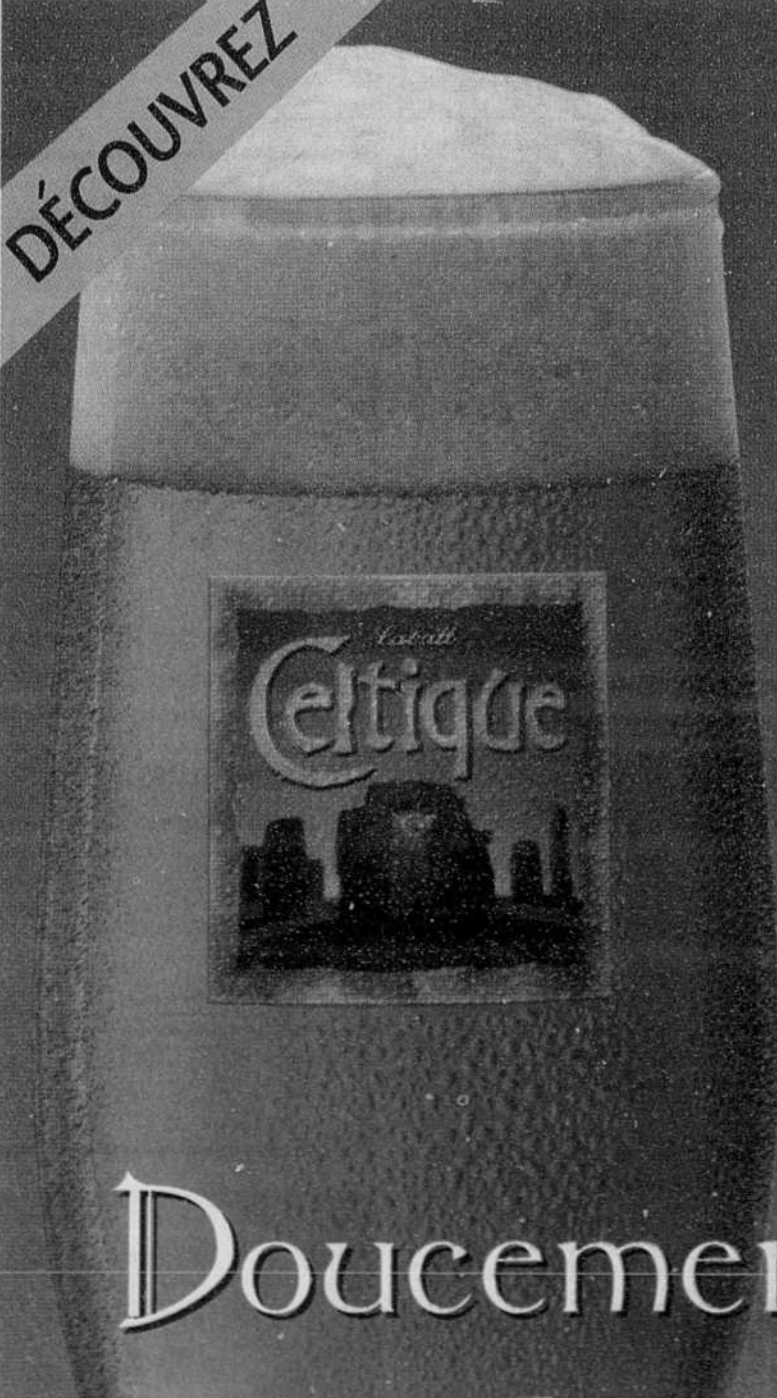
\*Paiements basés sur un bail de location de 36 mois selon le PDSF de la Saab 900 S 1995. Transport, taxes de vente et immatriculation en sus. Versement mensuel de 4 025 \$ sur échéance supérieure, premier paiement de 399 \$ et dépôt de garantie remboursable de 475 \$ requis à la signature du contrat. OPTION FACILITE: 14 455 \$ frais de 5 \$ par kilomètre applicables après 72 000 km. Sujet à l'approbation de crédit.

LE CHOIX N° 1 À MONTRÉAL  
 Venez voir notre unique salle de montre

**SAAB de Decarie**

5400 BOUL. DÉCARIE MONTRÉAL, 483-5555

DÉCOUVREZ



Labatt  
**Celtique**

Un goût distinctif,  
 une fraîcheur insoupçonnée.

Découvrez sa riche couleur  
 provenant d'un mélange parfait de  
 malt blond et de malt anglais foncé.

La nouvelle bière ambrée vendue  
 au prix des bières régulières.

DouceMENT Ambrée

## • LES ACTUALITÉS •

## Les sauvagins réclament un moratoire sur la bille d'acier

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

Les chasseurs de sauvagine demandent au ministre de l'Environnement et de la Faune, Jacques Brassard, d'intercéder auprès du gouvernement fédéral pour qu'il repousse la réglementation destinée à remplacer la grenaille de plomb utilisée depuis plus de 200 ans par des billes d'acier.

C'est ce qui ressort d'une lettre adressée à la fin avril par le président de l'Association des sauvagins de la grande région de Québec, Raynald Dancause, au ministre Brassard. La Fédération québécoise de la faune a adressé aux autorités fédérales une demande de moratoire visant à surseoir de cinq ans au remplacement de la

grenaille de plomb par celle d'acier. Le passage du plomb à l'acier sur les plans d'eau doit se faire en principe à l'automne 1997.

Pour les chasseurs québécois de sauvagine, il s'agit là d'une problématique de plus en plus contestée aux États-Unis, où elle a pris naissance dans les années 80. Les Américains ignorent d'ailleurs massivement les règlements qui ont imposé depuis des années, là-bas, sur le remplacement du plomb par l'acier.

À l'époque, des études avaient démontré que les canards avalaient les billes de plomb déposées sur le fond de l'eau, comme s'il s'agissait de graines. Cette contamination pouvait toucher autant les oiseaux que les consommateurs de sauvagine. Les «sauvagins» québécois estiment que la chasse connaît ici, comme aux États-Unis, un

déclin si sévère que les gouvernements doivent commencer à protéger cette «espèce en voie de disparition» que sont les chasseurs.

L'utilisation de grenaille d'acier ferait grimper de 12 \$ à 20 \$ au minimum le prix de la boîte de cartouches, placent ces amateurs. Fire, disent les chasseurs, l'utilisation des billes d'acier va forcer des milliers d'entre eux à s'acheter de nouvelles armes compatibles avec la grenaille d'acier. Cela ajoutera une pression supplémentaire aux contrôles fédéraux sur l'acquisition des armes, lesquels ont déjà découragé des milliers de personnes de pratiquer la chasse automnale.

Les inscriptions au cours requis pour l'obtention du certificat de chasseur sont passées au Québec de 28 393 en 1990 à seulement 10 681 en 1994. Les milieux cyné-

gétiques et tout particulièrement l'industrie de la pourvoyeur paniquent littéralement à cause de la faiblesse de la relève.

Avec aussi peu de chasseurs, le problème de contamination au plomb décelé en 1980 au Québec n'existe probablement plus, allègue M. Dancause, d'autant plus qu'il était à peine perceptible à l'époque.

Tout ce qui réduit la pratique de la chasse sportive, ajoute le porte-parole des sauvagins, menace aussi les oiseaux. Ce sont les chasseurs sportifs qui investissent le plus dans la protection des migrateurs par la protection d'aires de nidification et de repos. Selon les études fédérales et provinciales, la destruction des habitats de sauvagine sous la pression urbaine, industrielle et agricole menace beaucoup plus ces espèces que la chasse.

## • CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

Règlement de comptes, le magazine de finances personnelles hebdomadaire à La Chaîne de TVOntario est à la recherche d'un(e) responsable de projets pour sa nouvelle saison.

## Reporter

Basé(e) à Toronto, le ou la titulaire aura à exécuter la recherche et la réalisation de reportages ainsi qu'à participer à la co-animation de vingt-cinq émissions.

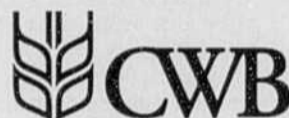
## Compétences requises:

- expérience en télévision, en recherche et en montage de reportage télé
- maîtrise parfaite du français et une connaissance de l'anglais
- dynamisme et capacité de travailler en équipe
- l'intérêt en finances personnelles serait un atout

Les personnes intéressées possédant les compétences requises sont priées d'envoyer leur curriculum vitae et une cassette démo avant le 18 mai prochain en citant le dossier #TVO9790 à: TVOntario, Boîte 200, Succursale Q, Toronto (Ontario) M4T 2T1. Télécopieur: (416) 484-2633


**TVONTARIO**

Nous supportons l'équité en matière d'emploi



La Commission canadienne du blé

ADMINISTRATEUR DE  
BASE DE DONNÉES

La division de la technologie de l'information est à la recherche d'un administrateur de base de données expérimenté. Le titulaire, qui sera appelé à travailler avec des analystes de base de données et des réalisateurs d'applications, sera chargé de la mise en oeuvre des politiques et des procédures technologiques et méthodologiques afin d'assurer la création, l'entretien et l'utilisation de bases de données informatisées pour la CCB. À l'heure actuelle, nous avons entamé la conversion totale d'un environnement PL 1 IMS DB/DC à un environnement client-serveur utilisant un serveur Sybase SQL dans le domaine AIX, Powerbuilder, Bachman Analyst et Bachman DBA. Langue de travail est anglais.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle en informatique et/ou posséder une expérience équivalente connexe. Le candidat retenu fera preuve d'une très grande motivation et possèdera une vaste expérience de la conception et de la mise en oeuvre de bases de données relationnelles complexes au sein d'un environnement de grande entreprise. Le candidat devra avoir une vaste expérience et une bonne compréhension des considérations de performance et d'utilisation, ainsi que les conceptions mutuelles nécessaires pour soutenir une transaction mixte dans un environnement de base de données d'interrogation par l'utilisateur final et par lots. Le candidat doit également faire preuve d'une aptitude à diriger et disposer de forts talents en matière de communications, d'analyse, de solution de problèmes et de prise de décisions.

La Commission canadienne du blé offre des salaires concurrentiels, une gamme complète d'avantages sociaux, ainsi que d'excellentes conditions de travail. Les personnes intéressées sont priées de présenter leur candidature par écrit, en prenant soin de joindre leur curriculum vitae et de donner le détail de leur expérience professionnelle, de leurs connaissances et de leurs responsabilités dans les domaines suivants: la conception physique des bases de données relationnelles, la technologie client-serveur, Sybase, les techniques de l'information IMS, le stockage d'information, l'interrogation par l'utilisateur final, le développement orienté objet et les bases de données. Veuillez indiquer vos attentes salariales et fournir des références au plus tard le 12 mai 1995 à l'adresse suivante:

Direction des ressources humaines  
La Commission canadienne du blé  
C.P. 816  
Winnipeg (Manitoba) R3C 2P5

Le Théâtre de la Ville  
est actuellement à la recherche d'une  
personne compétente pour combler le poste de  
RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS-MARKETING.

La personne recherchée devra répondre principalement  
aux tâches suivantes:

- Développer et appliquer un plan de communication pour l'ensemble d'une saison et pour chacune des activités du Théâtre de la Ville.
  - Assurer les opérations de relation de presse et de placement média reliées aux plans de communication.
  - Assurer la mise en place de stratégies pour le développement du public et de la clientèle.
  - Développer et appliquer un plan de mise en marché de la programmation, des services de location et des projets de la Corporation.
  - Assister la direction générale dans les opérations de recherche de moyens de financement, principalement au chapitre des commandites.
- La personne recherchée aura, de plus, un intérêt marqué pour l'analyse et l'évaluation des outils utilisés pour la mise en marché, elle aura également comme priorité le développement du public.

## Qualifications:

- Formation universitaire
- Un minimum de cinq années d'expérience

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 15 mai 1995 au:  
Théâtre de la Ville/Direction générale  
180, de Gentilly Est  
Longueuil (Québec) J4H 4A9



La Commission canadienne du blé

Directeur  
Opérations ferroviaires de l'Ouest  
Division du transport

La CCB, office de commercialisation de céréales d'envergure internationale, est à la recherche d'un directeur des Opérations ferroviaires de l'Ouest. La section des Opérations ferroviaires de l'Ouest a pour responsabilité de gérer le transport des céréales du lieu de production jusqu'aux silos portuaires, aux usines canadiennes et vers les États-Unis. Son objectif est d'assurer des possibilités de livraison égales à tous les producteurs de l'Ouest tout en réduisant les frais de transport et de manutention. Sous l'autorité du directeur administratif de la Division des transports, le titulaire sera chargé de planifier, de mettre au point et de gérer des stratégies internes afin d'assurer que les objectifs fixés en matière de transport soient atteints.

Les candidats doivent détenir un baccalauréat avec spécialisation en gestion des transports et/ou en économie agricole. Le candidat retenu possèdera des compétences reconnues dans les domaines de la direction, de la gestion et de l'administration. Il devra avoir une excellente connaissance pratique du secteur céréalier canadien et de la CCB, notamment en ce qui concerne le transport des grains de la ferme à la destination finale. Il devra pouvoir bien communiquer oralement et par écrit et posséder de fortes compétences en matière d'analyse et de prise de décisions.

Nous offrons des salaires concurrentiels, une gamme complète d'avantages sociaux ainsi que d'excellentes conditions de travail. Les personnes intéressées sont priées de présenter leur demande par écrit, au plus tard le 12 mai 1995, en prenant soin de joindre leur curriculum vitae, d'indiquer leurs attentes salariales et de fournir des références.

Direction des ressources humaines  
La Commission canadienne du blé  
C.P. 816  
Winnipeg (Manitoba) R3C 2P5

## DYNAMO THÉÂTRE

Directeur de la mise en marché

Compagnie de théâtre montréalaise d'envergure internationale, Dynamo Théâtre assure la recherche, la création et la diffusion de spectacles de mouvement acrobatique.

## Sommaire de la fonction:

Sous l'autorité de la direction générale et artistique, vous serez responsable de maintenir et de développer les réseaux de vente au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie; d'élaborer les stratégies de mise en marché; de planifier et de coordonner les tournées et de négocier les contrats.

## Exigences du poste:

- Solide expérience de vente et de marketing dans notre secteur d'activité
- Excellente connaissance des marchés internationaux
- Autonomie, leadership et débrouillardise
- Bilinguisme essentiel
- Travail sur Macintosh, File Maker, Word, Excel

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 13 mai. Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s recevront un accusé de réception.

DYNAMO THÉÂTRE

a/s du Directeur général  
911, rue Jean-Talon Est, bureau 131  
Montréal (Québec) H2R 1V5



Université  
Laurentienne

## DÉPARTEMENT DE BIOLOGIE

Le Département de biologie met au concours un poste pouvant mener à la permanence, au rang de professeur adjoint, commençant le 1er juillet 1995. Les candidats(es) devront détenir un doctorat (Ph.D.) en plus d'avoir fait preuve de leurs aptitudes en recherche et en enseignement. Une expérience postdoctorale serait un atout. La préférence sera accordée aux candidats ayant développé un solide programme de recherche en physiologie des vertébrés dans le domaine environnement ou de la toxicologie.

La personne choisie pour ce poste sera appelée à superviser des projets de recherche au niveau de la maîtrise, à enseigner, en français, les cours Physiologie des Vertébrés et Anatomie Humaine, et à développer un ou deux cours dans son domaine de recherche.

Les candidats(es) enverront un curriculum vitae et feront le nécessaire pour faire parvenir directement trois lettres de référence au: Dr. G.D. Ferroni, directeur, Département de biologie, Université Laurentienne, Sudbury, Ontario, P3E 2C6, avant le 30 mai 1995.

Ce poste est sujet à l'approbation budgétaire et conformément aux exigences de l'Immigration canadienne, cette annonce s'adresse aux citoyens et citoyennes canadiens ainsi qu'aux résidents et résidentes permanents. L'Université Laurentienne souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage toutes les personnes qualifiées, y compris les femmes, les autochtones, les membres de minorités visibles et les personnes handicapées à poser leurs candidatures.

Conformément à la politique de bilinguisme passif (français/anglais) est une condition d'obtention de la permanence. L'Université offre gracieusement à ses professeurs des cours de langue seconde.

VICE-PRÉSIDENT(E),  
RECHERCHE ET  
DÉVELOPPEMENT

Professionnel accompli, vous saurez assumer la direction scientifique de projets de recherche majeurs conduits par le CRIM dans plusieurs domaines reliés aux technologies de l'information. Plus particulièrement, vous vous assurerez du maintien du niveau scientifique élevé requis par ces projets et de la haute qualité des biens livrés, ces projets étant arimés étroitement aux besoins du marché et gérés en fonction des attentes de l'entreprise.

Vous exercerez également vos talents dans l'animation intellectuelle des chercheurs et des professionnels œuvrant au CRIM. Relevant de la présidente-directrice générale du CRIM, vous deviendrez un collaborateur des plus précieux, travaillant conjointement avec les deux autres vice-présidents, Recherche et Développement et le vice-président exécutif.

## Votre profil

- PhD dans un domaine relié aux technologies de l'information
- Réalisations probantes en recherche industrielle ou universitaire
- Expérience en gestion de projet de recherche et développement de type contractuelle
- Connaissance des milieux de la recherche et universitaire
- Connaissance du système de financement de la R-D au Canada et au Québec
- Au moins dix années d'expérience après l'obtention de votre doctorat
- Goût et aptitude pour le travail d'équipe
- Bilinguisme (français et anglais)

Voici l'occasion de faire valoir vos compétences et de vous joindre à une équipe de professionnels chevronnés et talentueux au sein d'un organisme qui jouit d'une réputation des plus enviables.

Pour poser votre candidature, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 19 mai 1995, en prenant soin d'indiquer la référence VPRD-595, au: CRIM, Direction des ressources humaines, 1801, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) H3A 2N4.

L'utilisation du masculin n'a pour but que d'alléger la lecture.

En collaboration avec ses partenaires, le Centre de Recherche Informatique de Montréal (CRIM) se consacre à des activités de R-D, qui visent l'excellence et le transfert de technologies. Le CRIM, inauguré en 1985, regroupe plus de 80 membres provenant des milieux universitaires, industriels et autres.



The  
LANDMARK  
Consulting  
Group Inc.

1455 Lakeshore Road  
Suite 206-S  
Burlington, Ontario  
L7S 2J1  
Fax: (905) 634-1882

Président(e) - directeur(ric) général(e)  
Association des Universités et Collèges  
du Canada (AUCC)

L'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC) est le regroupement national des établissements d'enseignement de niveau universitaire. Elle a pour mandat de favoriser les intérêts de l'enseignement supérieur, au pays et à l'étranger. L'association est à la recherche de candidatures et de propositions de candidatures pour le poste de Président(e) - directeur(ric) général(e).

Relevant d'un conseil d'administration, le président/la présidente est le premier stratège et porte-parole de l'organisme et son directeur/directrice général(e), principal responsable de la gestion des programmes et activités de l'association et de son secrétariat, situé à Ottawa. Les principales sphères d'activité du secrétariat sont la représentation des intérêts universitaires en matière de politique publique, les services aux membres, la gestion de bourses d'études et de contrats de développement international et le service à la collectivité.

Nous recherchons de préférence des candidats/candidates qui comprennent très bien le milieu de l'enseignement supérieur canadien et qui ont une bonne connaissance du processus d'élaboration de la politique publique, dont la politique budgétaire. Il est essentiel de pouvoir fonctionner en collégialité avec les chefs des établissements membres et de pouvoir traiter avec les représentants des gouvernements au Canada et à l'étranger. Le président/la présidente doit posséder une excellente capacité de communiquer et pouvoir fonctionner de façon compétente dans les deux langues officielles. Les déplacements pour le maintien des contacts avec les établissements membres, les organisations régionales, les groupes affiliés et les milieux provinciaux sont inhérents au poste. Nous demandons des qualifications et des références adéquates.

Ce poste stimulant est rémunéré en fonction de son niveau et de son importance. Veuillez faire parvenir vos demandes à l'adresse indiquée ci-contre, sous pli confidentiel.

CARRIÈRES  
&  
PROFESSIONS  
LE DEVOIR

Pour réservation publicitaire, composez

985-3316 ou 1-800-363-0305

télécopieur 985-3390

LE DEVOIR

# LE MONDE

Hôtel-Restaurant 514-229-2991  
L'Eau à la Bouche  
St-Adèle, Laurentides  
TARIF SPÉCIAL  
**Réunions d'affaires**  
à partir de 47,50 \$ par pers., ou c. double

## Chirac dans le costume de de Gaulle

HÉLENE FONTANAUD  
AGENCE REUTERS

Paris — La troisième tentative aura été la bonne pour Jacques Chirac, qui avait mis toute sa carrière politique au service de son ambition présidentielle.

A 62 ans, Jacques Chirac revêt donc le costume taillé pour le général de Gaulle et porté depuis par Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing puis François Mitterrand, le socialiste aux deux septennats.

Depuis sa défaite au second tour de l'élection présidentielle de 1988 — «les Français n'aiment pas mon mari» avait diagnostiqué son épouse, Bernadette — «Chirac-le-fonceur» s'est consacré à sa tâche : se rebâtir une image de présidentiable pour l'échéance suivante.

Après le retour de la droite au pouvoir, à la faveur des élections législatives de mars 1993, il refuse une nouvelle cohabitation avec le président Mitterrand parce qu'il avait mal supporté leur première confrontation, de 1986 à 1988.

Mais c'est surtout parce qu'il entend partir à la rencontre des Français, dresser un constat de l'état social et politique du pays, avant de se lancer dans la bataille pour 1995.

En novembre 1994, Jacques Chirac entame ce qui sera sa plus longue campagne présidentielle. «J'ai connu la solitude», dit-il de cette époque où Edouard Balladur, son rival RPR, campe à la cime des sondages depuis son fief de Matignon.

Le maire de Paris qui, comme le dit son porte-parole, François Baroin, «regarde devant lui et jamais sur les côtés», construit patiemment son état-major de campagne, s'appuyant sur le fidèle Alain Juppé et l'ombreux Philippe Séguin.

Il pose une à une les pierres d'un programme fondé sur un retour aux sources du gaullisme, au «pacte républicain», avec une forte connotation sociale que Jacques Chirac explique par sa volonté de lutter contre «l'exclusion» par des «réformes en profondeur», un «changement paisible».

«Le nouveau Chirac est arrivé», ironisent ses adversaires.

Les Français ne seront pourtant que 20,84 % — un peu plus qu'en 1988 — à voter pour lui au premier tour, le 23 avril. Cela suffit pour décrocher Edouard Balladur. Mais pas pour distancer le socialiste Lionel Jos-

pin, qui arrive en tête, avec 23,30 %.

### «Chirac ? Un bulldozer»

«Ma volonté de changer est inchangée», proclame Jacques Chirac au lendemain du premier tour. Le maire de Paris affirme toujours croire à la fin temporaire du clivage droite-gauche et n'entend pas laisser Lionel Jospin se poser seul en défenseur des valeurs républicaines traditionnellement de gauche.

Mais, qu'il s'agisse de ses convictions ou de sa personnalité, l'ex-président du RPR a toujours présenté une figure complexe, sinon contradictoire.

Lorsqu'il crée le Rassemblement pour la République en 1976, sur les décombres de l'UDR, Jacques Chirac achève de prendre le contrôle d'un mouvement gaulliste qu'il a profondément divisé en soutenant Valéry Giscard d'Estaing à la présidentielle de 1974, avant de devenir son premier ministre, au détriment du candidat gaulliste officiel, Jacques Chaban-Delmas.

Les «barons du gaullisme» ne lui pardonneront jamais ce qu'ils considèrent comme un coup de poignard dans le dos.

Les mouvements tactiques de Jacques Chirac lui vaudront d'ailleurs d'autres rancœurs, dont celle de Valéry Giscard d'Estaing lui-même qui s'estimera trahi à l'élection présidentielle de 1981.

Qu'importe. Le «bulldozer» — comme l'avait surnommé Georges Pompidou — continue de tracer sa route. Bourreau de travail, Jacques Chirac a su se forger des amitiés solides au long d'une carrière qui commence après son passage à l'ENA en 1958.

Ancien partisan de l'Algérie française, ce jeune haut fonctionnaire aux dents longues et au physique de jeune premier est remarqué au début des années 60 par Georges Pompidou qui le fait entrer dans son cabinet à Matignon.

Élu en 1967 député de la Corrèze — son département d'origine qui restera son fief jusqu'à son arrivée à l'Élysée — Jacques Chirac entre au gouvernement comme secrétaire d'État aux Affaires sociales, la même année. Il sera secrétaire à l'Économie et aux Finances en 1968, ministre chargé des Relations avec le Parlement (1971-1973), ministre de l'Agriculture (1972-1974) puis ministre de l'Intérieur pour quelques mois.

### Passion pour l'Asie

Le président Giscard d'Estaing est contraint de nommer son allié électoral à Matignon en 1974. Mais, en raison d'une mésentente croissante, il le remplace par Raymond Barre en 1976.

En 1977, Jacques Chirac profite de son élection à la mairie de Paris pour faire de l'Hôtel de Ville son repaire, d'où il lancera inlassablement ses offensives. Et d'où il a goûté hier soir les premiers fruits de la victoire.

En 1979, l'homme «sous influence», qui paraissait façonné par ses conseillers Pierre Juillet et Marie-France Garaud, se sépare des deux anciennes «éminences grises» de Pompidou.

En 1981, l'élection de François Mitterrand lui confère logiquement le rôle de chef de l'opposition de droite. En 1986 il sera aussi le premier ministre inévitable de la première cohabitation.

Plus à l'aise dans la campagne coréenne que dans les salons mondains — «je préfère être assis chez moi que debout chez les autres», répute-t-il — ce dévoreur de kilomètres cache une personnalité cha-leureuse.

Homme de la terre, comme Georges Pompidou, Jacques Chirac a gardé quelque chose du vieux fond radical de sa province. Bon vivant — même s'il exprime parfois sa lassitude de se voir toujours servir une choucroute ou une tête de veau arrosée de bière mexicaine quand il est en campagne — le maire de Paris avoue éprouver un certain ennui à l'écoute d'un opéra.

Accusé de bonapartisme, soupçonné de préférer à tout les sonneries de clairon et les bruits de sabre, il reconnaît qu'il se passionne pour la poésie chinoise et le Japon, qu'il écrit des poèmes et peut parler des heures durant de peinture moderne.

«Cet homme est du genre à lire de la poésie en se camouflant derrière un Playboy», dit de lui Françoise Girod.

Ce personnage public tient par pudeur à garder son jardin secret, notamment pour sa femme Bernadette et ses deux filles, Laurence et Claude. Cette dernière a pourtant joué un rôle de premier plan dans sa campagne. Elle était en partie chargée de la communication du candidat Chirac.

## Un président plus sensible à la question québécoise

MICHEL DOLBEC  
PRESSE CANADIENNE

Paris — L'élection de Jacques Chirac à la tête de l'État français ne devrait pas entraîner de changement dans la politique officielle de la France sur la question québécoise. D'ici le référendum, la France s'en tiendra à la «non-ingérence, non-indifférence», estime-t-on généralement à Paris.

Il est clair, toutefois, que le prochain gouvernement comptera, à des postes clés, plus de membres sympathiques au Québec que les précédents. S'inscrivant dans la tradition gaulliste, le nouveau président est plus sensible à la question québécoise que le président François Mitterrand, qui jugeait le projet souverainiste dépassé.

Apparemment, M. Chirac a pardonné aux péquistes leurs amours socialistes, avec Michel Rocard notamment. En janvier dernier, lors de la visite à Paris du premier ministre Jacques Parizeau, il s'était fermement engagé à reconnaître un éventuel Québec souverain.

«Dans l'hypothèse où les Québécois prendraient la décision d'accéder à la souveraineté, la France devrait sans aucun doute être au premier rang de ceux qui dirigeraient au Québec ce que nous marchons avec lui (...), avait déclaré M. Chirac.

«Je pense qu'un certain nombre de pays, notamment de pays francophones au premier rang desquels se trouve la France, devraient tout naturellement reconnaître le bien-fondé d'une décision populaire. Il ne nous appartient pas de juger à la place des Québécois mais il nous appartient de reconnaître le cas échéant ce que veulent les Québécois.»

L'actuel ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, sera sans doute le premier ministre de Jacques Chirac. On considère généralement que M. Juppé est plutôt sympathique à la cause péquistes. Mais cet homme pose se gardera bien de faire quoi que ce soit qui puisse être interprété comme un appui aux souverainistes (ou aux fédéralistes).

## Les hommes du nouveau président

Paris (AFP) — La victoire de Jacques Chirac va propulser ou confirmer sur la scène politique française une nouvelle équipe d'«hommes du président», avec au tout premier rang le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.

A 49 ans, M. Juppé est souvent cité pour le poste de premier ministre. La bonne unité retrouvée entre le camp de M. Chirac et les autres composantes de la majorité, notamment les centristes pro-européens et les «républicains» de la droite libérale, devrait conforter les chances de M. Juppé : favorable à l'Europe, il avait beaucoup œuvré pour l'unité de la droite avant les élections législatives de 1993.

Ministre du Budget de 1986 à 1988, c'est aussi un politicien qui compte bien garder la direction du parti gaulliste.

Philippe Séguin, 52 ans, président de l'Assemblée nationale, dont le nom a quelquefois été avancé pour diriger le gouvernement, est un méditerranéen aussi bouillant et colérique que M. Juppé est calme et mesuré. Tenant du gaullisme historique, chef de file des adversaires du traité de Maastricht en 1992, M. Séguin a insufflé au discours de M. Chirac son inflexibilité sociale.

Jacques Toubon, 53 ans, est un des plus fidèles de M. Chirac. «Si je lui demande de sauter par la fenêtre, il le fera», avait dit de lui un jour le nouveau président. Ministre de la Culture, M. Toubon est intéressé par la mairie de Paris, que M. Chirac devra quitter en devenant président de la République.

Alain Madelin, 49 ans, sympathisant de l'extrême droite dans sa jeunesse, est un dirigeant du Parti républicain. A ce titre, il est le fer de lance de M. Chirac en direction de la confédération libérale UDF, capable de neutraliser l'actuel ministre de la défense, très «anti-chiraquien», François Léotard. Grand avocat du libéralisme, aux antipodes de M. Séguin, M. Madelin, s'est fait le champion des petites entreprises. Il est souvent cité pour le ministère de l'Économie.

La question de l'intégration ou non, dans la nouvelle équipe, du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, 68 ans, ami de longue date de M. Chirac

mais qui s'était rallié au premier ministre Edouard Balladur, reste ouverte. M. Pasqua est un homme influent dans le parti gaulliste, dont le discours de fermeté en matière de sécurité et d'immigration plaît aux milieux séduits par l'extrême droite. Mais son changement de camp malheureux risque de le disqualifier, d'autant que M. Juppé a exprimé sa très vive hostilité à un «retour».

Des étoiles montantes moins connues sur le plan politique ont commencé à apparaître. Un diplomate, Dominique de Villepin, actuel directeur du cabinet de M. Juppé aux Affaires étrangères, pourrait devenir le plus proche collaborateur de M. Chirac en cas d'élection. Certains le voient au secrétariat général de la présidence. Après une enfance partagée entre Rabat, Caracas et New York, il a été diplomate en Inde, puis aux États-Unis. C'est un spécialiste des dossiers du Moyen-Orient.

Patrick Stéfanni, 41 ans, un Corse qui vient de l'administration du ministère de l'Intérieur, a gagné en influence en dirigeant la campagne de M. Chirac. Parmi les jeunes, les députés RPR François Baroin, 30 ans, porte-parole du candidat, Hervé Gayraud, 34 ans, Philippe Briand, 35 ans, et Jean-Pierre Denis, 33 ans, directeur adjoint de cabinet de M. Chirac, ainsi que la députée balladurienne Emmanuelle Bouquillon, 34 ans, seraient bien placés.

Des «hommes du président» se trouvent aussi au sein de l'UDF. M. Juppé a souligné vendredi que le principe de base de la composition du gouvernement serait une parité UDF-RPR.

Outre M. Madelin, trois hommes de cette UDF (Union pour la démocratie française) ont pris position pour M. Chirac dès le départ: Charles Millon, 49 ans, Hervé Charette, 56 ans, Philippe Vasseur, 51 ans, ce dernier étant favorable pour l'Agriculture.

Mais d'autres, quoique «balladuriers», devraient retrouver des postes au gouvernement, notamment les ministres sortants Philippe Douste-Blazy (Santé), François Bayrou (Éducation), José Rossi (Industrie) et Alain Lamassoure (Affaires européennes).

**6-9 mai 1945** 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale

Des cérémonies sont organisées du 6 au 9 mai, de Londres à Moscou, pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale et de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie

**LONDRES**  
A Hyde Park, la plus grande scène en plein air du Royaume-Uni  
Samedi à Hyde Park : ouverture des célébrations par la reine Elizabeth II. Dimanche : journée internationale, lâcher de 1 000 colombes. Expositions et spectacles prévus pour 150 000 visiteurs par jour.  
Lundi : jour très exceptionnel de «célébration»  
54 chefs d'État ou de gouvernement (Amérique, Europe, Commonwealth) sont invités.

**PARIS**  
Arc de triomphe de l'Étoile  
Lundi 8 mai (matin) : place du général de Gaulle : cérémonie à l'Arc de triomphe présidée par François Mitterrand en présence du Président élu la veille.  
79 pays, impliqués d'une manière ou d'une autre dans les combats en Europe, seront représentés.

**LONDRES 6-8 mai**  
**BERLIN 8 mai**  
**PARIS 8 mai**  
**MOSCOU 9 mai**

Musee de la Victoire  
Mardi 9 mai sur la Place rouge : défilé de 4 000 anciens combattants et 2 000 soldats devant Boris Eltsine et les personnalités. Inauguration du "Musée de la Victoire" avec parade militaire (10 000 soldats, 240 blindés, 70 avions). 50 délégations étrangères avec la présence de Clinton, Kohl, Major, Mitterrand.

AFP (agence) - Minsk, 6 mai

Inaugurées samedi à Hyde Park par la reine Elizabeth, les fêtes du cinquantenaire de la Victoire alliée sur l'Allemagne de Hitler se poursuivent jusqu'à demain.

## 54 pays célèbrent le cinquantenaire de la victoire sur l'Allemagne nazie

Londres (AFP) — La famille royale britannique et plus de cinquante chefs d'État ou représentants de gouvernement étrangers ont célébré hier, par un temps de plein été, le cinquantenaire de la victoire de 1945 sur le troisième Reich.

La journée, entamée par un service ecuménique solennel à la cathédrale Saint Paul, s'est clôturée par un grand spectacle à Hyde Park.

54 pays ou territoires dépendants ont été représentés, dont 38 par leur souverain, chef d'État ou chef de gouvernement, lors du déjeuner offert par la reine Elizabeth II à Buckingham Palace.

Le président français François Mitterrand a effectué une visite éclair à Londres pour assister à ce déjeuner, après avoir voté à Châteaubleu (centre de la France) pour être son successeur.

La famille royale a participé au grand complet à tous ces événements. Y compris la princesse Diana, qui n'avait assisté jusqu'à présent à aucune cérémonie.

Comme des centaines de personnalités et vétérans invités au spectacle, Charles et Diana ont écouté le récital donné par 3000 choristes installés sur une scène de 200 mètres de long — la plus grande jamais construite au Royaume-Uni.

Le spectacle a été ponctué par les interventions de dizaines d'enfants vêtus de blanc ou bleu pâle, qui ont guidé le couple royal d'Angleterre et tous leurs invités de marque vers un immense globe où chaque pays était composé de fleurs ou plantes nationales.

Chaque dignitaire s'est arrêté sous le drapeau de son pays, autour de cette sphère censée symboliser une terre de paix et d'harmonie, pour y signer une feuille d'olivier que les enfants ont ensuite portée dans le globe. Un lâcher de ballons blancs et de colombes a conclu cette «cérémonie de réconciliation».

La plupart des représentants étrangers ont ensuite quitté Londres en Eurostar pour poursuivre les célébrations à Paris. Une occasion pour

eux de découvrir le Tunnel sous la Manche inauguré exactement un an et un jour plus tôt, le 6 mai, par la reine et le président François Mitterrand.

Mais la clôture des cérémonies pour les chefs d'État ne signifie pas, beaucoup s'en fait, la fin des festivités pour les Britanniques. Exceptionnellement, ce lundi a été déclaré jour férié pour prolonger le week-end.

Et du nord au sud du pays, des milliers de fêtes de quartier se dérouleront, jusqu'à lundi soir, avec d'innombrables banquets en plein air destinés à recréer un peu de l'atmosphère de liesse qui régnait 50 ans plus tôt à l'annonce de la Victoire.

Ce midi à Buckingham Palace et puis ce soir à Hyde Park pour la clôture des cérémonies londoniennes, la Reine assiste à deux grands concerts. Demain, c'est sur les îles de Jersey et Guernesey que la Victoire alliée, mais aussi la Libération, seront célébrées, en présence du prince de Galles.

## Chrétien rencontre Chirac

Paris (PC) — Arrivé de Londres hier soir, le premier ministre Jean Chrétien aura l'occasion de croiser dès ce matin le nouveau président français.

Jacques Chirac assiste aujourd'hui à la célébration du cinquantenaire de la victoire des alliés sur l'Allemagne, le président François Mitterrand ayant tenu à ce que son successeur soit présent à ses côtés à l'Arc de triomphe et sur les Champs-Élysées.

Plus de 70 chefs d'États et de gouvernements prendront part à cette cérémonie et au déjeuner qu'offrira ensuite M. Mitterrand au Palais de l'Élysée. Cela fait beaucoup de monde. M. Chrétien pourra tout au plus serrer la main de M. Chirac.

Il est possible toutefois que les deux hommes, qui se sont vus à plusieurs reprises dans le passé, se rencontrent plus longuement en milieu de semaine. Avant le scrutin d'hier, le

bureau du premier ministre a en effet sollicité des entretiens auprès des équipes des deux candidats à l'élection présidentielle. Personne ne s'était évidemment compromis mais les officiels canadiens à Paris espèrent que le président-élu pourra recevoir M. Chrétien mercredi à son retour de Moscou, ou jeudi matin avant qu'il ne parte pour Caen, où il passera quelques heures avant de s'envoler pour Ottawa.

## Neuf morts à Sarajevo

Sarajevo (Reuter) — Des tirs d'obus ont fait neuf morts et 15 blessés hier à Sarajevo, ce qui constitue l'attaque la plus grave sur la capitale bosniaque depuis l'expiration lundi dernier du cessez-le-feu en vigueur dans l'ensemble du pays.

Les Nations unies ont accusé en soirée les Serbes de Bosnie d'avoir tiré les obus meurtriers. «Les obus ont été tirés de positions serbes entre Kotorac et Vojkovic au sud de la ville», a déclaré un porte-parole de l'ONU, le lieutenant-colonel Gérard Dubois.

Cinq explosions se sont succédé en quinze minutes à la mi-journée dans le quartier musulman de Butmir, à l'ouest de l'aéroport, a déclaré un autre porte-parole de l'ONU. Les bilans ont fait tout d'abord état de huit morts, mais une victime est décédée de ses blessures dans les heures qui ont suivi, portant le bilan à neuf morts.

Dans l'après-midi, deux autres déflagrations ont secoué le centre-ville. A l'hôpital Kosevo, on signalait un blessé léger dans ces nouvelles explosions, survenues près de la cathédrale de la vieille ville.

Radio-Sarajevo (pro-gouvernementale) a déclaré que les Serbes qui encerclent la ville avaient tiré des obus de mortier de 82 mm, en violation de l'interdiction faite par l'ONU d'utiliser des armes lourdes dans un certain rayon autour de la capitale bosniaque.

Alors que la capitale était frappée, les Nations unies ont renoncé à demander des frappes aériennes de l'OTAN contre les forces serbes qui pilonnent la poche musulmane de Bihac, dans le nord-ouest de la Bosnie.

# Culottée.

**Saab 900 S**

**399\$/mois\* (36 mois)** Peu importe l'angle que vous prenez pour aborder la Saab 900 S, une évidence s'impose, elle est beaucoup moins chère que vous ne le pensiez : à partir de **27 499\$** Et c'est sans compter les rétroviseurs chauffants télécommandés, la ventilation filtrée, le système antivol télécommandé, les sièges avant chauffants, les lave/essuie-phares et beaucoup d'espace de rangement. Ne vous attendez pas à moins de la part d'un Saab.

\*Financement basé sur un bail de location de 36 mois selon le PDSV de la Saab 900 S 1995. Transport, taxes de vente et immatriculation en sus. Versement initial de 4 875 \$ en échange équivalent, premier paiement de 395 \$ et dépôt de garantie remboursable de 475 \$ requis à la signature du contrat. OFFRE D'ÉCHANGE : 14 455 \$ Free de 5 \$ par kilomètre appliqué après 72 000 km. Sujet à l'approbation de crédit.

LE CHOIX N° 1 À MONTRÉAL  
Venez voir notre unique salle de montre

**SAAB de Decarie**  
5400 BOUL. DÉCARIE MONTRÉAL, 483-5555

## É D I T O R I A L

Le retour de la droite  
à l'Élysée

Sylviane Tramier

Jacques Chirac est sorti vainqueur hier d'une classique confrontation entre la gauche et la droite françaises à l'issue d'un scrutin plus serré qu'on ne l'avait pressenti au début de la campagne électorale. M. Chirac devient le 5<sup>e</sup> président de la V<sup>e</sup> république et la droite déloge les socialistes qui ont occupé le palais de l'Élysée pendant 14 ans avec François Mitterrand. Délogera-t-elle les politiques menées par la gauche?

Une première constatation s'impose: sans vouloir minimiser la victoire de Jacques Chirac, il faut bien noter que les électeurs français lui ont mesuré leurs appuis. Au premier tour de scrutin, où Jacques Chirac n'était arrivé qu'en deuxième position, le vote avait été éclaté, mais il offrait pourtant au candidat de la droite des réserves électorales considérables. Additionnés, les chiffres enregistrés par la droite classique et l'extrême-droite, lui donnaient — sur papier — un potentiel de plus de 60 % des suffrages. Le score de 52 % qu'il a obtenu au deuxième tour est en retrait par rapport à ce que promettait la simple arithmétique électorale.

Le socialiste Lionel Jospin avait pris le départ de la campagne électorale sous les plus mauvais auspices. Peu connu, candidat par défaut en quelque sorte puisqu'il n'était pas le premier choix des socialistes, Lionel Jospin a d'abord réussi à faire figurer la gauche au deuxième tour, et ensuite, avec 48 % des suffrages obtenus hier, à montrer que bien qu'affaiblie, la gauche française n'est pas totalement ruinée.

Il convient aussi de ne pas oublier les résultats du premier tour qui ont consacré la montée en puissance de l'extrême droite. Les forces et les thèses du Front national ont pesé sur toute la campagne et en particulier sur la période entre les deux tours de scrutin. Leur chef, Jean-Marie Le Pen n'avait pas donné de consigne de vote à ses partisans, mais il avait fait savoir que lui-même voterait blanc. Selon les enquêtes des instituts de sondage, il semble que les voix du Front national se sont portées sur Jacques Chirac dans une proportion de quatre sur dix. La haine viscérale que Jean-Marie Le Pen porte à Jacques Chirac explique en bonne partie ce report très partiel du vote de l'extrême droite sur le candidat de la droite classique.

Comme il est généralement de règle lorsque l'on fait face à un électoral mécontent et désenchanté, Jacques Chirac et Lionel Jospin s'étaient présentés chacun comme le candidat du «changement». Tous les deux pouvaient d'ailleurs prétendre incarner le changement. L'un, Jacques Chirac en disant vouloir rompre avec le passé des deux septennats socialistes. L'autre, Lionel Jospin, en disant souhaiter renverser les politiques conduites au cours des deux périodes de cohabitation qui ont installé un chef de gouvernement de droite en 1986-1988 et 1993-1996.

Si l'on se fiait à la première cohabitation — puisque c'est précisément Jacques Chirac qui était premier ministre —, on pourrait penser que la victoire de Jacques Chirac est un retour au conservatisme et à l'ultralibéralisme politique. Si, par contre, on

se base sur le discours politique, à teneur nettement sociale, tenu par le candidat au cours de la campagne, on déduira que le nouveau président ne modifiera pas de façon très sensible les grandes orientations de la politique française telles qu'on les connaît depuis 1983, date du «virage» des politiques économiques des socialistes.

La déclaration de M. Chirac après son élection hier est du reste significative à cet égard. Il a choisi de mettre l'accent sur la lutte contre le chômage (qui tourne autour de 12,3 %), contre l'exclusion, et sur sa volonté de voir la France jouer un rôle «moteur» dans l'Union européenne. Ce bref discours, le socialiste François Mitterrand ne l'aurait pas désavoué.

Car tel est bien le problème qui se pose au nouveau chef de l'État français. Quel changement apporter et comment, par exemple, mettre en œuvre les «nouvelles approches et les nouvelles méthodes» auxquelles il a fait allusion hier, lorsque tout, ou presque, a déjà été essayé, notamment pour favoriser la création d'emplois. Comme l'ont fait remarquer des commentateurs politiques français durant la campagne, M. Chirac s'est posté «à gauche de la droite» et M. Jospin «à droite de la gauche». M. Chirac a dit vouloir un État «vigoureux», ce qui ne laisse pas entrevoir de désengagement de l'État contrairement à ce que prônent généralement les tenants de l'ultralibéralisme. En d'autres termes, rien ne permet d'entrevoir de changement radical, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, dans la politique française.

Il ne s'ensuit pas pour autant que François Mitterrand et son successeur Jacques Chirac, ce soit bonnet-blanc et blanc-bonnet, comme voudraient le faire croire les extrémistes du Front national, qui englobent dans leur mépris et leur délire xénophobe les deux visions démocratiques d'une société ouverte qu'ont incarnées les deux candidats du deuxième tour.

Mais il est clair que les marges de manoeuvre des dirigeants, en France comme ailleurs dans les pays occidentaux, sont étroites. Les politiques économiques classiques, qui marquaient traditionnellement la ligne de fracture entre la gauche et la droite, ont toutes montré leurs failles et leurs limites.

Mais il reste des choses à faire et des responsabilités à assumer. Par exemple redorer le blason de la politique, redonner confiance à une France lassée par les affaires de corruption qui ont éclaboussé tous les partis. Si la présidence de Jacques Chirac parvenait simplement à amener du neuf de ce côté-là, à changer le climat délétère qui entoure la politique française et qui encourage un cynisme dont l'extrême droite fait ses choux gras, elle aurait grandement contribué à ce «rassemblement» des Français et à cette «solidarité» de la société, que le nouveau président appelle de ses vœux.

Comment mettre  
en œuvre  
les nouvelles  
approches,  
les nouvelles  
méthodes?

## L E T T R E S

Semaine de la vie  
animale

Du 7 au 13 mai, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec organise la Semaine de la vie animale, afin de sensibiliser le public à l'importance et au respect des animaux.

Cela coïncide avec la situation catastrophique qui sévit à la Société de protection des animaux à Montréal et ailleurs au Québec. On invoque le manque d'argent pour expliquer cette situation ignoble. Mais les citoyens et leurs dirigeants politiques manquent de compassion pour ces êtres trop souvent abandonnés et maltraités par les hommes.

M. Bourque, M. Parizeau et les autres doivent reconnaître qu'on ne peut se fier seulement aux bénévoles pour soulager les maux des plus démunis. Les animaux sont aussi des citoyens. C'est la responsabilité de nos élus de les protéger. C'est un signe éloquent de notre dérive, en tant que société, que de laisser choir des animaux dans des cages ou de les laisser errer malades et affamés. Ici, on taxe les examens médicaux et les remèdes des animaux, nous ne bénéficions d'aucune déduction d'impôts pour les soins vétérinaires. On sous-estime la valeur thérapeutique des animaux de compagnie. Enfin, on ne semble pas savoir qu'en enseignant le respect des animaux à nos enfants, on les amène à respecter les gens plus tard.

Kevin McKenna  
Sherbrooke, 28 avril 1995

Le statu quo,  
et après?

Le statu quo est presque systématiquement assimilé à un sordide monstre galeux. Or, qu'en est-il?

Même si les changements constitutionnels de 1982 n'ont pas suivi la règle traditionnelle de l'unanimité des provinces, il n'en demeure pas moins que les changements effectués en substance ne sauraient trouver de détracteur au Québec. En effet, pas un démocrate ne peut se plaindre que notre Constitution soit maintenant dotée d'une Charte des droits et libertés exemplaire.

Qui se plaindra par ailleurs que les amendements constitutionnels puissent maintenant s'effectuer au Canada entre Canadiens plutôt qu'en Angleterre devant le Parlement britannique?

Parallèlement, l'avant-projet de loi référendaire et le virage Bouchard-Parizeau attestent à l'évidence le désir de ceux qui prônent l'indépendance du Québec de conserver l'ensemble des liens économiques avec le Canada et des traités internationaux actuellement en vigueur.

On parlerait même d'union politique! Assez étrangement, tout ce débat dit «de changement» est uniquement orienté sur le maintien d'acquis. Quel est l'intérêt de détruire pour ensuite rebâtir une réplique dont on ne connaît pas les nouvelles assises?

Autre ironie du sort, les ténors péquistes laissent entendre sans rougir que la décentralisation dans un Québec souverain, bien que souhaitable, ne saurait être «enchâssée» dans un carcan juridique et constitutionnel qui pourrait devenir ennuyeux à l'usage... Plus ça change, plus c'est pareil!

Au lieu de manipuler la rhétorique, il serait sans doute plus sage de s'employer à mettre en valeur les mérites de notre situation. On pourrait de ce fait mieux canaliser les énergies disponibles à l'émancipation économique d'un pays et d'une

province qui figurent déjà parmi les plus prospères, tolérants et démocratiques au monde.

Bernard Amyot  
Montréal, 28 avril 1995

CIBL mérite  
notre attention

Quels bons reportages nous ont servis les médias sur CIBL à l'occasion de son radiothon! Cette radio méritait qu'on s'y arrête et qu'on en parle. C'est une station qui fait preuve d'un dynamisme remarquable. A CIBL, on peut entendre presque tous les styles musicaux, en plus d'y découvrir les différentes facettes de l'activité culturelle et sociale de Montréal.

Cependant, comment expliquer le peu de moyens dont elle dispose? Les locaux de CIBL sont situés dans une ancienne école transformée en centre communautaire, qui compte sur l'aide d'une multitude de bénévoles pour opérer. C'est pourquoi elle organise des radiothons pour se financer. Mais elle pourrait retirer davantage de ses ventes publicitaires, si son antenne pouvait couvrir un plus grand territoire. Trois cent quinze watts de puissance audio, ce n'est rien quand on pense qu'un FM connu en possède une de 307 000 watts.

Le CRTC devrait revoir ses positions à propos de CIBL. C'est injuste et incompréhensible. CIBL mériterait amplement de diffuser sur toute l'île de Montréal. Sa programmation est cent fois plus intéressante que certains FM abrutissants. Est-ce là la démocratie que nous voulons: diminuer le rayonnement de ceux qui ont quelque chose à dire, pour amplifier le tapage de ceux qui n'ont rien à dire?

Daniel Labonté  
Montréal, 28 avril 1995



LE MONDE

## Notre ami Pierre

L I S E  
B I S S O N N E T T E

L'appel téléphonique avait été incertain. J'ai ouvert *Le Journal de Montréal* au cas où j'y trouverais une trace de l'accident qui était peut-être arrivé. Elles étaient côte à côte en page trois, la photo du camion de voirie et la photo de la petite voiture noire emboutie. Un cliché, une vie. Je me répétais un nom, pourtant absent de la légende: Pierre Ayot tué sur la route 158 qui était la sienne, entre Le Lac Noir et Montréal. Comme tous ses amis, en cette minute et les suivantes qui ne passaient plus, je n'ai pensé qu'au mal de Madeleine, car on ne les sépare pas. Puis Pierre est revenu, car on n'éteint pas sa force. Toute la journée, le téléphone a sonné, nous avons parlé de lui. Je n'écris pas, ici, un hommage à un mort.

J'aime l'art à cause de personnes comme lui. Il s'est écrit des milliers de livres sur l'acte de créer. Mais il y a des gens qui, sans être des dieux, l'incarnent et nous l'apprennent. On va, on vient: un déjeuner d'affaires, un éditorial, une réunion, les nouvelles, la journée achevée. De temps à autre, on croise ce grand garçon frisé, qui a plus ou moins notre âge, et lui aussi une vie quotidienne affairée. Mais dans son œil affleure en surcroît un mélange de tendresse et d'angoisse, ce qu'il faut pour voir le monde autrement. Et au lieu de le rêver ou de le suggérer, il le refait, ce monde, avec des mains qui ont le courage de prendre la relève de l'œil. Il crée.

Pierre Ayot confectionnait pour nous, avec un soin infini, de la légèreté. Celle dont nous avons besoin pour respirer. Ce n'était pas seulement un jeu, ces folles sérigraphies d'où sont sortis pendant des années des objets réels, ou ces installations qui ont gravé le quotidien sur les supports les plus impossibles, et plus récemment la série de totems littéraires qui monteront jusqu'aux «étoiles du Museum Circus», le monde d'Ayot devenu planète en 1993, au Musée du Québec. Son œuvre, c'était la profondeur d'un sourire quand il est vrai, quand il couvre les drames grands et petits, et qu'il réussit à ressembler à l'Italie, la sienne, celle du vin, des pierres chaudes et de la

mer au loin, oubliée du poids du jour.

J'aime l'université à cause de personnes comme lui. Il était professeur en 1969 au moment où l'École des beaux-arts s'est intégrée à l'UQAM, j'y étais, je ne l'ai jamais vu perdre une minute à se plaindre de la chape bureaucratique qui tombait sur les ateliers, qui désarçonnait tant de ses collègues. Peu lui importait. Il avait, il a toujours eu, des projets pour les 125 prochaines années et jamais autant d'étudiants qu'il en aurait fallu pour s'y engager. Il leur a donné hors les murs des ateliers qui allaient devenir GRAFF et voir passer tout ce que le Québec compte de graveurs. Il leur a donné des lieux et des soirées d'où défilent les bourgeois car il leur faut apprendre à être soi en art. Il leur a donné l'abri de son domaine de Boissano, la ruine italienne qu'il avait restaurée et agrandie depuis dix ans, où il allait partir encore la semaine prochaine avec ses étudiants de maîtrise, invités à dégourdir leur jeune savoir en indispensable Europe. Il tentait le financement en réalisant avec eux une œuvre collective, il organisait la bouffe, le logement, les voitures. Ils en revenaient changés, chargés. Ils sont orphelins, eux et ceux qui ne le connaîtront pas, ces enfants si souvent paumés, qui avaient parfois choisi contre leur famille celle de l'art et qui avaient trouvé un Pierre Ayot pour leur apprendre à vivre autant qu'à travailler.

J'aime l'idée de l'œuvre, de toute œuvre et non seulement d'art, à cause de personnes comme lui. Pierre Ayot a construit, de ses plans et de ses mains à partir d'un immeuble insignifiant de la rue Rachel, l'atelier et la galerie de GRAFF. D'un chalet il a fait s'élever une simple et superbe

maison au bord du Lac Noir, puis il a conçu et bâti, tout à côté, un immense atelier à sa mesure, bourré de lumière jusque dans la nuit de janvier dernier où nous avons eu le privilège de le visiter. Il achevait de l'aménager, chaque tube et chaque outil étaient rangés comme au couvent, il avait la noblesse de l'ouvrier qui respecte les moyens de créer. Et il a construit patiemment, pierre après pierre et pièce après pièce, le grand bâtiment de Boissano près du littoral italien où il s'était reconnu en 1983, et qui était un havre pour ses amis. Il faisait la cuisine aussi, comme il construisait. Homme de matière et de chaleur, avec un reste d'adolescence en tout moment de partage du plaisir.

Pierre Ayot n'a toutefois construit aucune théorie sur son art, il ne prétendait ni en causer, ni l'écrire. On dira de lui qu'il n'était pas un intellectuel, je l'ai répété comme d'autres. Mais soudain je doute. Qu'est-ce qu'un intellectuel sinon une personne qui cherche activement le sens? Pierre Ayot a eu à cœur de conseiller sans cesse les traces de son temps, de les graver par l'art et autrement. Je feuillette l'album du vingtième anniversaire de GRAFF, en 1986, et j'y trouve recueillie par ses soins une précieuse histoire de l'art et de sa génération d'artistes entrés en maturité avec le Québec. L'admiration, dans les albums dont la vente finance les stages de Boissano, en regard des œuvres et les précédents, les textes bellement typographiés d'historiens d'art qu'il sollicitait. Je voyage dans le catalogue du Museum Circus et je revois les dizaines de livres intégrés à ses «colonnes du savoir», écrits de toutes les grandes interrogations des philosophes et des romanciers, des humanistes et des architectes, empliées dans le silence de son atelier. Il ne les colligeait pas au hasard.

Faut-il parler pour être entendu? Nous aurons tout le temps d'y revenir, au sens de son œuvre désormais achevée. Il est parti sans s'expliquer, comme d'habitude. Il nous a laissés nous parer à imaginer de ce qu'il rêvait encore de faire et de nous donner, en cette terrible et douce et légère journée de printemps.

## À P R O P O S

## ... des embouteillages de l'an 2011 (1)

En l'an 2011, il faudra s'armer d'immenses réserves de patience pour se déplacer dans la région de Montréal. Il faut en tout cas s'y attendre si l'étalement urbain et la décentralisation de l'emploi continuent, si les ménages maintiennent leur propension à acquérir plus d'une voiture et si la population garde les mêmes habitudes dans le choix de ses modes de transport.

Selon des simulations du ministère des Transports, on observera des files d'attente sur les autoroutes de l'île de Montréal et à l'approche des ponts pendant toute la période de pointe, donc durant au moins trois heures. Les

effets de cette congestion se répercuteront directement sur la compétitivité de la région et entraîneront une diminution importante de la qualité de vie de ses résidents.

Il s'effectuera chaque matin 300 000 déplacements de plus pendant la période de pointe, dont environ 12 000 par le transport en commun... Seulement sur les ponts de l'île de Montréal, on comptera alors 66 000 voitures de plus. Pour absorber cette circulation supplémentaire, il faudrait construire quatre nouveaux ponts autoroutiers.

Vers un plan de transport pour la région de Montréal, Ministère des Transports, mars 1995

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, PIERRE CAYOUILLE, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

## IDÉES

## Le danger des armes

Le risque d'être victime d'un homicide par arme à feu est beaucoup plus élevé dans les secteurs ruraux que dans les grandes villes

MARY SODERSTROM

Montréal

**M**aintenant que le Parlement considère le projet de loi sur le contrôle accru des armes à feu, c'est le temps de vérifier ce que vous savez sur l'homicide. Prêts? Vrai ou faux:

■ Vous courez un risque plus élevé dans les grandes villes du Canada que dans les régions rurales d'être victime d'un homicide par arme à feu.

■ Les homicides sont plus fréquents de nos jours au Canada, qu'il y a 20 ans.

■ Le Québec et l'Ontario sont beaucoup plus risqués que les provinces moins urbanisées de l'Ouest.

A entendre les plus farouches militants contre un contrôle accru des armes à feu, on croirait que la bonne réponse à toutes les questions est «oui». Ces gens prétendent que le mouvement pour le contrôle fait suite à une augmentation du nombre d'homicides par arme à feu dans les grands centres de l'Est canadien. D'après les opposants au projet de loi, les gens qui résident dans ces centres ont peur, et ils essaient de résoudre leurs problèmes d'urbains en imposant une loi à tout le pays. Mais, disent les opposants du projet de loi, il existe une vie rurale qui est tranquille, sécuritaire, et beaucoup moins dangereuse. Un contrôle accru des armes, insistent-ils, pénalisera les paisibles gens de la campagne.

Or, ils ont tort. La bonne réponse à toutes les questions est «non».

■ Le risque d'être victime d'un homicide par arme à feu est beaucoup plus élevé dans les secteurs ruraux que dans les villes de 250 000 habitants. Neuf personnes par million d'habitants de ces régions ont été victimes d'un homicide par arme à feu en 1993, d'après des nouvelles données du Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ). Dans les grandes villes, le chiffre comparable est de 7,5 par million. (Ces régions rurales comprennent beaucoup de personnes: 7 456 600 Canadiens résidaient, en 1993, dans les secteurs sans gouvernement municipal, que le CCSJ catégorise comme ayant «moins de 100 habitants».)

■ Dans l'Ouest canadien, les taux d'homicide de toutes sortes sont beaucoup plus élevés que dans l'Est. Entre 1984 et 1993, le

taux moyen était de 3,1 par 100 000 de population par année en Colombie-Britannique, de 2,78 en Alberta et 2,84 en Saskatchewan. Le Manitoba remportait la palme du nombre de meurtres avec 3,56 par 100 000. Par contre, au Québec, le taux était de 2,73 et en Ontario, de 1,93.

■ Comme arrière-plan à ces chiffres, il faut se souvenir que le taux d'homicide par le Canada entier diminue depuis 1975, l'année de l'abolition de la peine de mort. Depuis, le taux passa de 3,02 par 100 000 habitants à 2,21 en 1993. Même le nombre d'homicides commis par le groupe identifié comme étant le plus violent — jeunes hommes et garçons — demeure stable. (Aux États-Unis, par contre, le taux d'homicide en 1993 fut de 9,5 par 100 000, soit quatre fois celui du Canada.)

Mais il y a peu de neuf dans ces taux d'homicide. La nouveauté se trouve dans une analyse des lieux où se sont produits les homicides. Comme explique Gordon MacKay, agent d'information du CCSJ, ces calculs ont été faits pour répondre aux questions soulevées par le débat sur les armes à feu. Ce qui en ressort, c'est que la campagne contribue proportionnellement à plus d'homicides par arme à feu que les grandes villes. Par exemple, au Québec, un tiers des homicides par arme à feu ont eu lieu dans les régions rurales.

Alors que seulement un quart de tous les homicides y furent commis. Dans l'Ouest, l'écart campagne-ville est même plus évident. Au Manitoba, la moitié de tous les homicides ont été commis dans la seule grande ville, Winnipeg, mais seulement un tiers des homicides par arme à feu. C'est carrément l'inverse pour les régions rurales: 37% de tous les homicides et 54% des homicides par arme à feu.

La même chose en Saskatchewan, d'où viennent les voix les plus farouches du lobby des armes et en faveur des valeurs rurales. Les régions rurales de cette province ont vu 13 homicides en 1993 contre 10 à Regina et Saskatoon. Seulement un homicide fut perpétré avec une arme à feu dans les deux grandes villes, contre quatre parmi les 13 survenus à la campagne.

Personne ne conteste le fait que les armes à feu soient plus communes à la campagne et dans l'Ouest. Donc, comme font tant d'autres études, ces nouveaux chiffres du CCSJ soulignent les dangers d'un accès facile aux armes à feu. Espérons que nos élus connaissent les faits véritables avant de voter sur le projet de loi.



PHOTO ARCHIVES

## Pour une réforme urgente des institutions financières

Il est temps de s'occuper davantage de la protection du public et des épargnants que du train de vie excessif des gestionnaires de l'argent des autres

YVES MICHAUD

Président

Association Trustco général du Canada (TRUGECAN)

**L**a dernière réunion des actionnaires de la Corporation financière Gécécan, anciennement Trustco général du Canada présidée par Raymond Garneau, a mis en lumière une fois de plus, si besoin était, le caractère loufoque et burlesque de la plupart des assemblées annuelles des actionnaires de compagnies.

Par la collecte indécente des procurations de vote accompagnant les avis de convocations, les dirigeants de toutes les décisions qui ne vont pas nécessairement dans le sens des intérêts des actionnaires, comme le paiement abusif de primes exorbitantes sur des salaires déjà plantureux, les options d'achat d'actions, les prêts sans intérêts, les jetons de présence impressionnants arrondis par menues fonctions exercées par les administrateurs, bref toute la kyrielle de l'assiette au beurre des privilèges abusifs que s'octroient souvent les commis à l'administration de l'argent du public.

Il est temps que le législateur se préoccupe de cette question et observe de plus près le comportement souvent insultant, presque toujours arrogant, et la suffisance de plusieurs dirigeants d'entreprises à l'égard des actionnaires devant lesquels ils sont responsables de leur administration.

A la dernière réunion annuelle des actionnaires de Gécécan, par exemple, un détenteur de près d'un demi-million d'actions privilégiées de cette société s'est vu refuser l'accès au conseil d'administration de l'entreprise par la direction qui a préféré deux personnes qui n'en possédaient... aucune! Félicitations pour votre beau travail. Deux personnes qui n'ont pas investi un radis dans la compagnie se voient investies de la protection de ceux qui y ont englouti leurs épargnes.

Et le reste à l'avenant dans le cas de cette société fantôme dont le président et chef de la direction touche un salaire de 150 000 \$ par an pour s'administrer puisqu'il est le seul et unique dirigeant de l'entreprise, en plus de toucher en 1993, année pendant laquelle la compagnie est tombée dans la marmelade avec 160 millions de pertes, une prime de 75 000 \$ pour un travail qui relevait de l'exercice normal de ses fonctions.

Les députés qui seront appelés à mettre de l'ordre dans ces maisons de débauche que sont bon nombre d'institutions financières ne partiront pas de zéro. Ils auront en main le Rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la Loi sur les valeurs mobilières publié en décembre 1993 dans lequel on retrouve d'intéressantes recommandations pour assainir ce milieu de plus en plus malodorant...

Par exemple, «l'interdiction d'agir comme administrateur de sociétés faisant appel public à l'épargne ou intervenant d'une façon quelconque dans un processus d'appel public à l'épargne».

«Compte tenu des graves problèmes de conflits d'intérêts relevés dans ce domaine, lit-on dans le rapport, le courtier qui place un contrat d'investissement auprès du public doit maintenant être indépendant du promoteur... Désormais le courtier doit transiger à distance de façon à pouvoir examiner en toute objectivité le projet présenté aux épargnants.»

Et encore: «Il appert clairement que la coexistence au sein d'une même organisation, de pouvoirs de recevoir des dépôts, de souscrire de l'assurance ou de faire des opérations en valeurs mobilières n'est pas dépourvue de risques substantiels en plus de la dimension des conflits d'intérêts que ne manque pas d'occasionner l'intégration de ces activités au sein d'une même institution.»

Voilà, ce nous semble, un document capital signé en décembre 1993 par la ministre des Institutions financières, Louise Robic, qui pourrait servir de point de départ au grand ménage tant attendu du monde financier et de ses hommes. Il est temps que l'on s'occupe davantage de la protection du public et des épargnants que du bien-être et du train de vie excessif de ceux qui ont pour fonction de gérer de l'argent qui ne leur appartient pas. Cela est prioritaire et passe loin avant la fermeture des régions et les réductions de l'assurance-chômage pour les plus malprisés de notre société.

Mettre de l'ordre dans la maison: passe avant la fermeture des régions et les réductions de l'assurance-chômage.

## La nouvelle politique étrangère du Canada

## Qui doit en profiter? Qui doit décider?

Le Canada dans le monde a été accueilli comme une continuité avec les grandes orientations des politiques antérieures, mais une lecture attentive permet d'en douter

BONNIE CAMPBELL

Professeure titulaire

SYLVIE BÉLANGER

Étudiante au doctorat  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal

**S**ous le signe de l'austérité, la nouvelle politique étrangère *Le Canada dans le monde* annoncée en février 1995, a été généralement présentée par les médias et accueillie comme étant en continuité avec les grandes orientations des politiques antérieures. Les restrictions budgétaires nécessitaient certes des «ajustements» mais pas une «réévaluation» en profondeur et encore moins une rupture avec le passé. Une lecture attentive de l'énoncé et un examen des coupures sélectives dans l'éducation du public canadien en matière de développement international, permettent toutefois de mettre sérieusement en doute ces observations.

Au plan des objectifs poursuivis par cet instrument essentiel de politique étrangère qu'est l'assistance publique au développement, l'APD, le nouvel énoncé marque une nette régression par rapport aux débats antérieurs. Alors que l'énoncé précédent, *Partageons notre avenir* (1987), mettait clairement de l'avant l'idée simple que la première fonction de l'aide c'est d'aider et tout particulièrement ceux qui en ont le plus besoin, l'énoncé de février 1995 prône tout autre chose: la première fonction de l'aide c'est de nous aider. Trois objectifs complémentaires et interdépendants y sont présentés: la promotion de la prospérité et de l'emploi; la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable; la projection des valeurs et de la culture canadiennes. Alors que dans les années quatre-vingt, l'on reconnaissait que l'aide publique au développement du Canada poursuivait des objectifs divers et pas nécessairement compatibles, l'énoncé de 1995 confond les divers objectifs et escamote le débat à ce sujet.

Des coupes désastreuses

Par ailleurs, les débats antérieurs montraient que l'éducation du public canadien était essentielle pour alimenter un débat démocratique sur ces questions. Comme le rapportait *Le Devoir* (Sylviane Tramier, 9 février 1995), la population canadienne avait participé activement à la consultation de l'année dernière (plus de 70 séances publiques, quelque 550 mémoires, 500 témoignages et plusieurs études d'experts). Cette consultation a fait ressortir un remarquable

sentiment de responsabilité internationale envers d'autres peuples du monde et le désir de voir ce type de consultation répétée. De ce point de vue, les coupures des subventions aux organismes non gouvernementaux qui travaillent à sensibiliser la population canadienne aux problèmes de développement international, annoncées à la fin de mars, sont particulièrement désastreuses. De plus, elles entrent en contradiction flagrante avec la volonté mise de l'avant dans le plus récent énoncé de politique gouvernementale de bâtir démocratiquement une politique étrangère pour le pays.

## Il faut clarifier les objectifs de l'APD

Les débats sur les objectifs du budget de l'assistance publique au développement ne sont pas nouveaux. En 1987, le prestigieux rapport gouvernemental, dit Rapport Winegard, faisait ressortir la confusion quant aux objectifs de l'APD, concluant que ce programme obéit à des considérations d'ordre à la fois commercial, politique et humanitaire. Comme le suggère le titre de ce même rapport, *Qui doit en profiter?*, la clarification des objectifs de la politique était considérée comme une question centrale sinon la plus centrale.

Dans le récent énoncé *Le Canada dans le monde*, le premier objectif de la politique étrangère canadienne est devenu la promotion de la prospérité et de l'emploi au Canada; l'idée centrale qui sous-tend le document est que c'est par la promotion de nos intérêts que nous allons promouvoir les objectifs de développement dans d'autres régions du monde.

Or, rien n'est moins sûr car il n'y a pas nécessairement convergence entre la promotion des intérêts économiques canadiens et la promotion du développement humain dans des sociétés très diverses à travers le monde. Il s'agit en effet de processus on ne peut plus différents. Dans un cas, il s'agit d'opportunités de marché qui, par définition, impliquent que l'on mette l'emphase sur le court terme, que l'on obtienne un retour sur l'investissement relativement rapide. Dans l'autre, il est question d'un processus sociopolitique, économique et culturel qui ne peut être pensé que dans le moyen et le long terme, et qui implique d'autres objectifs, définis par d'autres acteurs n'ayant pas forcément les mêmes intérêts que nous. On confond donc des objectifs tout à fait différents en faisant de l'APD un outil de promotion d'intérêts économiques canadiens à travers la «coopération économique» ou le «partenariat» en supposant que des projets de promotion d'entreprises

canadiennes dans des pays aussi différents que le Mexique, la Thaïlande, le Bangladesh, la Côte-d'Ivoire et le Mali sont interchangeables. Si nous procédions de cette manière, nous allons échouer sur tous les fronts.

Paradoxalement, sur ce sujet de première importance, le Comité parlementaire mixte avait, en novembre 1994, clairement établi dans son rapport que «le programme d'aide n'a pas pour but de promouvoir le commerce du Canada» (souligné dans le Rapport). Dans la même lignée, le Comité recommandait de transférer toute fonction de l'ACDI que l'on détermine comme relevant essentiellement de la promotion du commerce à des organismes dont c'est la vocation, à savoir soit le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, soit la Société pour l'expansion des exportations. Et sur la question controversée de l'aide liée à l'achat de biens et services canadiens, le Comité affirmait qu'il n'entre pas dans le mandat de l'ACDI de promouvoir les exportations canadiennes même s'il y a des circonstances où l'aide et les objectifs commerciaux sont complémentaires.

Au contraire, l'énoncé de 1995 prévoit en particulier un appui à l'Europe centrale et à l'Europe de l'Est où les intérêts du Canada sont importants, tout en précisant que la consolidation d'économies de marché prospères et leur intégration à l'économie mondiale ouvriront d'importants débouchés pour le commerce et les investissements canadiens et internationaux. Etant donné l'absence de tout mécanisme, chiffre ou quota pour prioriser les objectifs poursuivis, on peut s'interroger sur le réalisme de la sauvegarde des priorités développementales.

## Un débat fondamental à poursuivre

Cette réorientation de l'APD soulève à notre avis trois questions fondamentales:

■ Dans la mesure où il est largement reconnu qu'il n'existe aucune unité ou homogénéité dans les trajectoires actuelles du Mexique, des pays de l'Asie du Sud-Est, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique, quelles seraient les raisons politiques, idéologiques ou autres pour la prolongation du concept en bloc de pays en développement?

■ Selon la réponse que l'on donne à la question précédente, est-ce qu'il reste encore un sens à la notion même d'assistance au développement?

■ Dans la mesure où les stratégies de développement et les mesures d'ajustement structurel se sont avérées incapables d'atteindre les objectifs pour lesquels elles avaient été introduites dans les pays classés les plus pauvres, notamment ceux de

l'Afrique, mais ont plutôt contribué à aggraver le phénomène de pauvreté, comment expliquer que l'énoncé de 1995 ne propose pas une révision complète de la conceptualisation de ces programmes sur lesquels la politique canadienne s'est solidement alignée depuis plus d'une dizaine d'années? Il ne faudrait pas chercher de réponses à ces questions dans l'énoncé politique du gouvernement, *Le Canada dans le monde*. Ses auteurs ne les ont pas posées.

Devant cette impasse conceptuelle à laquelle ont abouti les grandes stratégies bilatérales et multilatérales de développement des 30 dernières années, l'expérience de certaines organisations non gouvernementales pourrait se révéler d'une importance critique, surtout dans leurs actions éducatives de sensibilisation auprès du public.

## Des décisions budgétaires de l'ACDI

C'est pourquoi il est très paradoxal d'apprendre que l'ACDI éliminera dans les semaines qui viennent, quand ce n'est pas déjà fait, son soutien financier à près d'une centaine d'organismes à travers le Canada voués à l'éducation du public canadien en matière de développement international. Actives dans toutes les régions du pays, ces ONG ont pourtant des effets multiplicateurs reconnus en assurant en outre à la coopération canadienne la visibilité nécessaire aux levées de fonds, au recrutement de volontaires et à la formation de l'opinion publique. Le plus étonnant, c'est que le gouvernement actuel reconnaît explicitement dans son propre énoncé que l'efficacité de la politique étrangère du Canada et la réputation internationale du pays ne pourront que profiter de la confrontation démocratique des idées dans notre pays que seule une opinion publique informée peut assurer.

On ne fera pas au gouvernement le procès d'intention qui consisterait à établir un lien de cause à effet entre les deux phénomènes: d'une part, allouer les crédits de l'aide à la promotion des intérêts commerciaux et économiques, en niant la nécessaire tension qui existe entre des objectifs différents et, d'autre part, couper les vivres à l'un des pôles susceptibles d'alimenter ce débat de façon démocratique. Le gouvernement veut-il réellement une politique d'aide digne de son nom et continuer à alimenter le débat au sein de la population canadienne sur ce qui devrait être fait pour appuyer les populations qui cherchent à prendre en main leur destin, tout en assurant le rayonnement politique, culturel et commercial du Canada?

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Charrier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Konrad Yakubowski, Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Paule des Rivières, Robert Lévesque, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Duriac, Claude Lévesque, Serge Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Couthon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Jocelyn Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapeau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Alvion; Denise Babin, Marie-Claude Pettit (commis); Marie-Hélène Avigne (secrétaire à la rédaction); La Documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ Lucie Finsoneault (directrice); Yves Williams (superviseur, Anis publiées et annonces classées); Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslainne Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legendre, Suzanne Miscovic, Jacques A. Nadeau, Micheline Ruelland, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Michèle Bouchard (secrétaire); L'ADMINISTRATION Henry Riedl, c.m.a. (contrôleur); Nicole Carmel (responsable des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Nathalie Perrier, Danielle Poirier, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration); LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice), Johanne Brien (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne; LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES Guy-Renaud Kirouac (directeur), Christian Guy (superviseur à la promotion des abonnements); LA PRODUCTION Marie-France Turgeon (directrice de la production), Jean Lemay (directeur adjoint, production et informatique), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCarmiers, Caroline des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christiane Vaillant, Christian Vien, Olivier Zaida; LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Marcel Couture (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## BOURQUE

Rescousse  
politique

SUIITE DE LA PAGE 1

est d'autant plus importante à emprunter que Montréal, comme l'ensemble des municipalités, ne peut enregistrer un déficit d'exploitation.

En fait, Québec vient politiquement à la rescousse de la Ville de Montréal. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, l'éventuelle décade de Montréal établie par les agences de crédit (Moody's, Standard and Poor's et CBRS) ne serait pas étrangère au démenti de Québec.

D'ailleurs, tel que M. Bourque le confirmait au *Devoir* lundi dernier, la firme d'évaluation Moody's, a convoqué le maire à son siège social de New York il y a quelques semaines. Il s'agit là d'un geste exceptionnel si on le compare avec la façon de faire au cours des huit années de la précédente administration (l'ancien maire Jean Doré avait rencontré les firmes new-yorkaises à la suite de son accession au pouvoir en 1986). Actuellement, la cote de crédit montréalaise se situe à A+. Les agences feront connaître leur nouvelle évaluation d'ici environ deux semaines.

Sans mentionner l'ampleur du manque à gagner, le ministre Chevrette a confirmé vendredi, lors d'un d'un point de presse, que Montréal rencontrerait des difficultés financières depuis le début de l'année. «Il y a sans doute, même en cours de route, des difficultés pour atteindre l'équilibre. De quel ordre? Je préfère que M. Bourque les donne lui-même [les chiffres]», a alors déclaré Guy Chevrette, après avoir rencontré en privé le maire montréalais.

Depuis la diffusion de l'article du *Devoir*, Pierre Bourque a vigoureusement nié qu'un déficit soit envisagé pour 1995, n'hésitant pas à qualifier l'information d'«idiote», de «farfelue» et d'«irresponsable». L'administration doit présenter ce matin en conférence de presse l'état des finances publiques qui prendraient davantage l'allure d'un surplus budgétaire.

Chose certaine, le trou prévu pour l'année prochaine s'élève à 284 millions \$. Bien que M. Bourque ait nié ce chiffre, le ministre Chevrette le confirme, comme le responsable des finances publiques à Montréal, Sammy Forcillo.

Ce dernier a évoqué la semaine dernière, la possibilité de faire des compressions du côté des employés municipaux. Il a également demandé que Québec paie ses taxes (pour les immeubles gouvernementaux) qui représentent un manque à gagner de 48 millions \$ annuellement. M. Forcillo offre même un taux de taxe foncière préférentiel au gouvernement (1,01 \$ plutôt que 2,02 \$ par tranche de 100 \$ d'évaluation).

Questionné vendredi sur les perspectives d'avenir de la métropole, compte tenu de la situation houleuse, le ministre a commenté: «Il m'est difficile, même si je suis ministre des Affaires municipales, c'est extrêmement difficile pour moi de vous dire quelles sont les perspectives pour Montréal, ne connaissant pas le détail du contenu des dépenses et des revenus. M. Bourque a pris des engagements comme maire de Montréal. On doit prendre les moyens pour réaliser ses engagements ou vivre avec nos décisions.»

## MONTRÉAL «À part ça, c'est rare qu'on en parle»

SUIITE DE LA PAGE 1

toute l'année, dans la métropole, par l'association des Anciens Combattants du Canada.

En matinée, des centaines de personnes ont assisté à une messe célébrée en l'église St-James United Church, sur Sainte-Catherine Ouest. Le service religieux était dédié «aux Canadiens et aux Canadiennes qui ont servi leur pays au cours de la Deuxième Guerre mondiale» et au membres canadiens des Forces de l'ONU qui ont «apporté honneur à leur pays». Le maire Bourque a ensuite reçu un groupe de dignitaires à l'hôtel de ville.

Puis, vers midi, des anciens combattants, des membres de leurs familles, des militaires et des représentants des différents corps de policiers et de pompiers de la région métropolitaine ont commencé à se rassembler Place du Canada, à l'ombre de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde et des gratte-ciel du centre-ville.

À 13h, une cérémonie s'est déroulée au pied du cénotaphe de la Place, devant lequel se tenaient une vingtaine de patients de l'hôpital pour vétérans de Sainte-Anne de Bellevue.

On a joué un lament à la cornemuse, puis, le lieutenant-gouverneur du Québec a déposé une gerbe de fleurs auprès du monument, pour rendre hommage aux disparus.

Guy Tanguay, le président provincial de la Légion royale canadienne, a ensuite lu l'Acte du Souvenir. «Quand viendra l'heure du crépuscule et celle de l'aurore, nous nous souviendrons d'eux» a-t-il déclamé dans les deux langues officielles. Les derniers mots du poème élogiaque — «Nous nous souviendrons d'eux» — ont été repris en chœur par la foule visiblement émue, avant que tous, ou presque, entonnent l'hymne national canadien, puis le God Save the Queen.

Finalement, des représentants des confessions catholique (Mgr Sansoucy), anglicane (le vénérable J. Wallace) et juive (le Rabbin Mosche Jablon) ont prié en français, en anglais et en hébreu à la mémoire des dizaines de millions de morts emportés par le monstrueux conflit.

Les vétérans, représentant plusieurs des contingents qui ont combattu en Europe, ont ensuite démontré qu'ils

avaient encore la forme en parcourant à pied, à une allure militaire, le kilomètre séparant la Place du Canada de l'université McGill, où était dévoilée une plaque à la mémoire des membres de l'université ayant servi pendant la guerre.

Ils étaient accompagnés dans leur marche par des représentants des différents corps policiers de la région, d'organismes ayant participé à l'effort de guerre comme la Croix-Rouge, l'Armée du salut et le YMCA, et d'environ 200 militaires, corps de cadets et musiciens.

On a même pu remarquer la présence, au moment de la cérémonie, d'un contingent d'une vingtaine de Canadiens d'origine chinoise qui ont combattu contre le Japon au sein de l'armée de ce qui s'appelait alors la Chine nationaliste (aujourd'hui Taïwan).

Une foule nombreuse, massée tout au long du parcours et attirée en partie par la magnifique température, a chaleureusement applaudi le défilé.

Pour beaucoup des anciens combattants, c'était sans doute la dernière activité commémorative d'une telle ampleur qu'ils auraient l'occasion de vivre. Et cette réalité contribuait à leur rappeler cruellement qu'après eux, il n'y aurait plus grand monde pour se souvenir.

«C'est vrai que les jeunes ne connaissent pas grand-chose de l'Histoire», a reconnu Armand Beaudin, de la Légion royale. «La guerre, ça ne leur dit rien. On ne leur a rien appris là-dessus», a ajouté Robert Bourdages, qui fut militaire pendant 28 ans, et a vécu deux conflits, la guerre 1939-1945 et la guerre de Corée.

«On en parle beaucoup à la télévision au moment des anniversaires, comme cette semaine, mais à part ça, c'est rare qu'on en parle», poursuit Réal Masson, qui préside l'Association des anciens combattants de Corée.

La perpétuation du souvenir était toutefois loin de leurs préoccupations à tous, à l'arrivée de la parade, sur le terrain de l'université McGill. Entre les sandwiches et l'exposition de véhicules militaires d'époque, la cérémonie solennelle s'est transformée en une rencontre sociale détendue, un pique-nique amical entre vieux camarades de régiment.

Avec Presse canadienne

## La fête des libérateurs canadiens



PHOTO AP

**PLUS DE 300 000 NÉERLANDAIS** ont fêté hier 12 000 vétérans canadiens et plusieurs centaines d'autres anciens combattants venus de Grande-Bretagne et de Pologne, lors d'un défilé militaire à Apeldoorn, le dernier organisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération des Pays-Bas. «Nous sommes allés en France et en Angleterre, mais l'accueil aux Pays-Bas tient le pompon», a déclaré, les larmes aux yeux, un vétéran canadien sanglé dans un uniforme bardé de médailles à la télévision néerlandaise, qui retransmettait l'événement en direct, comme sa consœur canadienne. Le ministre néerlandais de la Défense Joris Voorhoeve et la princesse Margriet, sœur de la reine Beatrix, née en exil à Ottawa en 1943, ont passé le défilé en revue depuis un podium d'honneur, en compagnie du général canadien George Kitching, un des acteurs de la libération des Pays-Bas. Pendant plus de quatre heures, à pied ou en jeep, les vétérans ont progressé dans une foule en liesse qui leur a jeté des bouquets de fleurs multicolores, les a applaudis abondamment et leur a chanté des airs connus datant de la Libération tels que «Old soldiers never die» et «Happy days are here again».

## BRIGADIERS «Vous faites vos arrêts à moitié, tournez les coins de rue sans clignoter...»

SUIITE DE LA PAGE 1

lier, histoire d'économiser 400 000 \$.

Devant le tollé des parents, elle a accepté de «réévaluer le dossier». Fin mai, elle fera connaître sa décision. Sa décision finale.

Jean ne comprend pas ce débat.

«Evidemment qu'économiser de l'argent sur le dos des enfants n'a aucun sens, mais bon, des niaiseries en politique on en voit tous les jours. Ce qui est hallucinant ici, c'est que Mme Danyluk nous dit finalement que le seul endroit, le seul, où elle peut trouver 400 000 \$ dans son budget d'un milliard, c'est dans les traverses d'écolier. Moi, des fois, je pense que c'est un gag.»

Jean comprend d'autant moins qu'il calcule, lui, que c'est «beaucoup plus que 400 000 \$ que la Régie d'assurance-maladie aura à payer si jamais une couple de jeunes se blessent gravement à la sortie de l'école.»

Mais bon. Mme Danyluk doit savoir ce qu'elle fait. Monique travaille sur un des coins de rue où la présidente de la CUM juge inutile la présence d'un brigadier.

Mardi, en l'espace de dix minutes, deux camions de lait, une bétonnière et 14 voitures ont fait un arrêt près de l'école où elle travaille et où, toutes les semaines, 200 enfants font l'aller-retour avec leurs gros sacs.

Des enfants du même âge que Jennifer (7 ans) qui, il y

2 ans, est arrivée en sautillant sur le coin de Wiseman, dans l'ouest. Le brigadier, qui a changé de secteur depuis et qui refuse d'être identifié, avait le dos tourné, occupé avec un autre jeune qui n'arrivait plus à trouver sa clé de maison. Jennifer regardait la scène du coin de l'œil quand elle a commencé à traverser la rue. Une Chrysler blanche a tourné le coin...

Le brigadier s'est mis à crier, la petite, morte de peur, a échappé son sac, et l'automobiliste, fou de rage, a freiné.

Jennifer a regagné le trottoir à temps. «D'après vous, qu'est-ce qui serait arrivé si je n'avais pas crié? Si je n'avais pas été là quoi...»

Le vendredi après-midi est une journée particulière pour les brigadiers. Car tout le monde est pressé d'arriver à la maison. Résultat, constatent plusieurs, «tout le monde conduit comme des fous.»

Le lundi matin est spécial aussi. «Là, tout le monde dort debout, dit Maurice. Les écoliers, comme ceux qui partent travailler avec leur auto. Le brigadier a intérêt à être réveillé ce jour-là.»

Mais beau temps mauvais temps, hiver comme été, le lundi comme le jeudi, les brigadiers, partout, à NDG comme dans le bas de la ville, sont aux prises avec le même satané problème: le manque de respect des automobilistes envers les piétons.

«Contrairement à ce qu'on pense, explique Jean, la présence du brigadier scolaire — et donc d'enfants dans le coin — n'amène pas l'automobiliste à redoubler de prudence, mais à s'impatienter. La plupart me haïssent et me regardent de travers parce que j'ai le front de ralentir leur course. Pour la plupart d'entre vous, je ne protège pas quelqu'un; je fais exprès pour vous écœurer.»

Il y a deux semaines, un lundi, le petit Mathieu est allé s'acheter un *Mr. Freeze* avant de se pointer à l'école. Il est entré au dépanneur avec son 2 \$ et est reparti avec une poignée de dix sous et de 25 sous. Dehors, il s'est mis à vérifier si on lui avait remis la monnaie exacte. Tout en continuant à marcher, coin Berri et Liège...

Le livreur de poulets BBQ, il ne l'a jamais vu.

«Deux pieds de plus et il se faisait couper les jambes», se rappelle un résident du quartier.

Les automobilistes sont toujours pressés, affirment les brigadiers. Les livreurs de pizza, comme les autres.

«Vous faites vos arrêts à moitié, tournez les coins de rue sans clignoter, freinez tardivement quand la chaussée est glissante...»

— Et les enfants eux?

«Les enfants, eux, se comportent... comme des enfants, raconte Jean. Lorsqu'ils traversent la rue, ils regardent l'asphalte ou leurs petits amis. Souvent, ils vont jeter

un coup d'œil pour voir si une voiture s'en vient, mais jamais assez longtemps.»

Les asiatiques seraient très différents.

«Les petits Chinois et les petits Vietnamiens regardent toujours des deux côtés de la rue avant de traverser, ajoute le brigadier. Qu'ils soient dans la lune ou non, en train de jouer ou de parler, lorsqu'ils arrivent à une intersection, ils s'immobilisent et y pensent deux fois avant de s'aventurer. La prudence, ils l'incarnent mieux que personne.»

Mais pour un petit Chang, il y a une bonne douzaine de Philippe et de Samuel qui ne regardent jamais et qui s'imaginent qu'une traverse d'écolier est aussi sécuritaire que le couloir du grand cinq et demi de maman.

«Quand un enfant se dirige vers une intersection, il faut tout prévoir, explique Jean. Il faut imaginer tout ce qui pourrait arriver. La vie de l'enfant peut en dépendre.»

C'est la raison pour laquelle, dès le début de l'année scolaire, les brigadiers inscrivent dans leur petit calepin le nom des lunatiques, des distraits et des imprévisibles (ceux qui ont l'air de dormir debout et qui se mettent soudainement à courir). Ceux-là, s'ils n'écoutent pas les règles de sécurité du brigadier, se retrouveront dans le bureau du directeur d'école le temps de le dire.

«On ne niaise pas avec ça.»

Les parents l'apprecient.



PHOTO AP

Des résidents du village incidemment bien nommé Chirac, dans le centre de l'Hexagone, célèbrent la victoire de leur candidat-homonyme, Jacques Chirac. Comme la France, une majorité de Chiraciens a voté pour le candidat de la droite plutôt que pour le socialiste Lionel Jospin.

## CHIRAC

SUIITE DE LA PAGE 1

cision que ce soit se poser la question: est-ce que c'est bon pour l'emploi? C'est à ce prix, a-t-il ajouté, que «la France redeviendra elle-même: terre de liberté de fraternité, d'égalité des chances, terre de solidarité.»

Lionel Jospin a félicité le nouveau président et lui a souhaité bonne chance. Étrangement, le résultat honnête des socialistes (47,3 %) apparaît comme une victoire pour plusieurs tant la déroute de la gauche avait été annoncée depuis deux ans. «Je trouve le résultat formidable», a même déclaré l'ancien premier ministre socialiste Pierre Mauroy.

Entré tardivement en campagne après l'élimination de Michel Rocard et le désistement de Jacques Delors, Lionel Jospin aura été malgré sa défaite l'une des surprises de cette campagne aux rebondissement multiples. Candidat au style effacé et aux accents sociaux-démocrates, il s'est glissé dans la brèche qu'a ouverte l'élimination des principaux leaders socialistes et la rivalité entre les candidats de droite Jacques Chirac et Edouard Balladur. «J'ai senti se créer autour de ma candidature un profond mouvement de renouveau», a-t-il déclaré à ses partisans. Michel Rocard a parlé d'un «très beau réveil» et appelé à reconstruire la gauche sur ces nouvelles bases. François Mitterrand a de son côté, félicité Jacques Chirac pour «sa très belle campagne».

Un électeur sur cinq ne s'est pas déplacé pour aller voter ou a voté nul (un million de plus qu'en 1988). L'abstention est au plus haut dans les régions où le Front National enregistre ses meilleurs résultats. Le président du parti d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, avait la semaine dernière refusé de donner une consigne de vote à ses partisans et adressé ses principales critiques au maire de Paris.

Dans la majorité, on se félicitait hier d'une victoire obtenue sans le soutien de Jean-Marie Le Pen. «Nous nous réjouissons ce soir de ne rien vous devoir, directement ou indirectement», a déclaré, devant un représentant du Front National, le président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin.

On estime qu'au moins un tiers des électeurs de Jean-Marie Le Pen a voté pour Jacques Chirac. Quant à ceux du premier ministre Edouard Balladur et du nationaliste de droite Philippe de Villiers, ils se sont massivement rangés derrière le maire de Paris. Les

électeurs des partis communistes, écologistes et trotskystes ont de leur côté voté en majorité pour le Parti socialiste.

Pendant qu'au quartier général de Jacques Chirac, on mangeait de la glace à la pomme, fruit symbole du maire de Paris, des dizaines de milliers de fêtards défilaient sur les Champs Élysées. Place de la Concorde, on avait installé le plus grand podium mobile d'Europe. Jusque tard dans la nuit, des milliers de partisans sont venus à pied, en métro et à bicyclette, danser au son d'un véritable concert rock. «Shanana, Chirac président», chantaient le groupe Citizen. Les manifestants brandissaient des pommes, des croix de Lorraine et des bouteilles de champagne. En 1981, les socialistes s'étaient réunis par milliers place de la Bastille. Au moment d'aller sous presse on attendait le chanteur Johnny Halliday. La station de radio France Inter a accueilli le nouveau président au son de *L'Homme de ma vie* de Diane Dufresne.

Plus tôt dans la matinée, Jacques Chirac avait voté en Corrèze et dîné à l'auberge de la Tradition. Il y avait au menu de la tête de veau, un met devenu durant la campagne le symbole du caractère populiste du candidat de droite. Lionel Jospin a de son côté voté à Cintegabelle, près de Toulouse.

L'accession à la présidence est pour Jacques Chirac l'aboutissement de 30 ans de vie publique. Entré en politique sous le premier ministre Georges Pompidou, il a été deux fois premier ministre et a occupé les ministères les plus importants. Fondateur du RPR, il en était à sa troisième campagne présidentielle. D'un style plutôt fougueux, on dit qu'il a appris à «donner du temps au temps» en observant François Mitterrand.

Le nouveau président n'entrera pas en fonction avant le 20 mai, plus probablement d'ici une semaine. François Mitterrand a affirmé son intention de mener les choses rondement. Ce matin, les deux hommes seront devant l'arc de triomphe pour accueillir les 83 chefs d'État et de gouvernement, dont le premier ministre Jean Chrétien, qui vient commémorer l'Armistice à Paris.

À 62 ans, Jacques Chirac a l'âge moyen des présidents de la Ve République au moment de leur accession à la présidence. Place de la Concorde, un jeune militant RPR a crié: «C'est fini la génération Mitterrand, place à la génération Chirac.»

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30  
2050, RUE DE BLEURY, 9<sup>E</sup> ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9  
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ  
AVIS PUBLICS (514) 985-3344  
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344  
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390  
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS  
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30  
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559